

L'OBSERVATOIRE

**Le marché des services de Communications
Electroniques en France
en 2006**

Résultats provisoires

Avertissement

1. Publication

L'Observatoire publie en mai un bilan de l'activité des opérateurs au cours de l'année précédente. Cette publication, fondée sur les données trimestrielles de l'année écoulée, porte le nom de « résultats provisoires ». La publication de résultats définitifs s'appuyant sur l'enquête annuelle 2006 aura lieu à la fin de 2007 ou au début de 2008.

2. Changement de champ réglementaire

L'Observatoire interroge tous les opérateurs entrant dans le champ de la régulation.

L'évolution du cadre réglementaire des communications électroniques a élargi le périmètre d'enquête. Depuis 2004, il couvre tous les fournisseurs d'accès Internet et les transporteurs de données.

Dans le précédent cadre réglementaire, l'Observatoire interrogeait les opérateurs titulaires d'une licence L.33-1 ou L.34-1 sur leurs activités de télécommunications. L'obtention d'une licence n'étant pas nécessaire pour être fournisseur d'accès à Internet ou opérateur de transport de données, les informations collectées et publiées par l'Observatoire sur ces deux marchés étaient de fait incomplètes, en particulier en termes de revenus.

Pour disposer d'une information plus complète, l'Autorité, en coopération avec l'INSEE qui collectait les données auprès des opérateurs non licenciés, publiait chaque année un document commun ARCEP/INSEE portant sur l'ensemble du marché des communications électroniques.

Le nombre d'opérateurs interrogés par l'ARCEP a ainsi doublé entre 2003 et 2004, passant de 115 à 220.

En terme d'emploi, cette extension est relativement limitée : à la fin de 2004, les opérateurs présents dans l'ancien cadre réglementaire représentaient 137 000 emplois, l'intégration des nouveaux opérateurs représente à la même date 5 000 emplois supplémentaires.

Depuis 2004, le nombre d'opérateurs déclarés a à nouveau augmenté, illustrant l'émergence de nouveaux services et l'évolution des marchés : 270 opérateurs étaient interrogés par l'Observatoire en 2005 et 280 en 2006.

Introduction

Le revenu des opérateurs de communications électroniques sur le marché des clients finals représente 41 milliards d'euros en 2006. La croissance s'est ralentie par rapport aux années précédentes en terme de revenu (+0,7%), mais demeure vive en terme de trafic (+6,2% pour la voix) et en nombre d'abonnements (+4,6% pour le nombre des abonnements à la téléphonie fixe, +7,4% pour la téléphonie mobile et +15,4% pour l'Internet).

Les trois segments principaux que sont le fixe, l'Internet, et le mobile représentent 80% des revenus du marché (32 milliards d'€) et progressent globalement de 1,9%. Les services mobiles (16,9 milliards d'€) et l'Internet (3,7 milliards d'€) demeurent les moteurs de cette croissance ; leurs revenus progressent respectivement de 4,1% et de 18,6%. La baisse des revenus de la téléphonie fixe (11,4 milliards d'€) se poursuit avec un recul de 5,4%. Les autres segments (services à valeurs ajoutée, liaisons louées et transport de données) totalisent 9 milliards d'euros.

Le marché intermédiaire entre opérateurs atteint 8,1 milliards d'euros, en net recul par rapport à 2005 (-8,6%). Les opérateurs mobiles réalisent un peu plus de la moitié du revenu de ce marché. La baisse des tarifs de terminaison d'appel mobile pour la voix et les SMS a conduit à une diminution de près de 15% du revenu des opérateurs mobiles sur le marché intermédiaire. Cette diminution du revenu s'accompagne d'une diminution des coûts de production puisque les opérateurs paient moins cher le service de terminaison d'appels de leurs clients sur les réseaux mobiles concurrents. Cette diminution des coûts a été répercutée en partie sur les tarifs du marché de détail par le biais d'offres illimitées qui ont stimulé la consommation.

Investissement et emploi

L'investissement des opérateurs (7 milliards d'euros) demeure dynamique en 2006 : après une hausse de 15% en 2005, il progresse en 2006 de 10%. Le déploiement des infrastructures de réseau haut débit est le principal moteur de cette croissance depuis deux ans. Les opérateurs mobiles ont massivement investi (+26%) en 2006 dans l'Edge, la 3G et le HSDPA. Les opérateurs fixes ont maintenu leur niveau d'investissement au niveau de 2005 (3,7 milliards environ) et ont concentré leur effort dans le dégroupage.

Les opérateurs de communications électroniques emploient 132 000 personnes à la fin de 2006, en baisse de 6,1% par rapport à l'année précédente. La baisse est marquée pour les opérateurs de réseaux fixes qui ont connu des plans de restructuration à la suite des consolidations intervenues à la fin de l'année 2005 et courant 2006 (intégrations de filiales, rachats d'autres opérateurs). Les effectifs des opérateurs mobiles (qui représentent 14% du total) sont stables.

Téléphonie fixe

L'attrait exercé par l'accès à Internet à haut débit pour les ménages, et la montée en puissance de la voix sur large bande, stabilisent le marché de la téléphonie fixe. Le mouvement de substitution mobile au fixe s'est interrompu. Le volume de communications au départ des postes fixes se stabilise.

Le nombre d'abonnements à un service de téléphonie fixe augmente de 1,7 million en 2006. Cette progression résulte avant tout du succès de la téléphonie sur large bande (sur Adsl surtout mais aussi par le câble). Le nombre d'abonnés a doublé en 2006 pour atteindre 6,6 millions à la fin de l'année. Les abonnements RTC sur ligne analogique ou numérique sont en revanche en recul de 1,5 million par rapport à 2005. Le recul s'est accentué au cours de

l'année. Au quatrième trimestre 2006, le nombre d'abonnements au RTC baisse de 550 000.

L'essor du trafic IP a permis d'enrayer la chute du trafic au départ des réseaux fixes. Le volume des communications s'est ainsi stabilisé depuis 2004. De moins de 2% en 2004, il représente en 2006 18% du trafic fixe (soit un peu moins de 30% du trafic grand public). De nombreuses offres de téléphonie illimitée au départ des box ont émergé au début de l'année 2006 et sont venues «doper» ce volume de trafic (notamment vers l'international, en croissance de 17,2%).

Le revenu lié à l'accès au service téléphonique progresse de 3,5% sur un an en raison de la hausse du prix de l'abonnement téléphonique (+7,2% en juillet 2006). Le revenu des communications depuis les lignes fixes est en revanche en recul de 13% en 2006 (soit 800 millions d'euros).

La moitié de la baisse du revenu des communications provient du recul des recettes des communications vers les mobiles dont le prix de détail a baissé dans une proportion semblable à celle des tarifs de terminaison d'appel mobile (-24% au 1^{er} janvier 2006).

Les revenus des communications nationales et internationales diminuent également (respectivement -10% et -11%) sous l'effet des baisses de tarifs pour les communications par le RTC mais également en raison de la substitution de ce type de communications vers de la voix sur large bande.

Internet et TV par ADSL

Les fournisseurs d'accès Internet rassemblent 15,2 millions d'abonnés fin 2006, dont 12,7 millions en haut débit (83%). Le haut débit progresse sur un rythme élevé depuis trois ans avec une croissance de 3 millions d'abonnements par an. L'ADSL est le principal vecteur du succès du haut débit. Les accès ADSL représentent 95% de ce parc soit 12 millions à la fin de l'année 2006. Le nombre d'abonnements bas débit (2,6 millions à fin 2006), décline depuis fin 2003.

L'évolution des revenus est conforme à celle des parcs : le revenu du haut débit progresse de près de 30% et constitue 84% des revenus Internet. Au total les accès Internet bas et haut débit génèrent 3,7 milliards d'euros en 2006, en croissance de 18,6%.

Le succès du haut débit tient pour beaucoup à celui du dégroupage et à l'émergence d'offres multi-services. L'extension géographique des zones couvertes par le dégroupage a permis d'atteindre, fin 2006, 4 millions de lignes dégroupées, dont 2,2 millions de lignes totalement dégroupées. Ne plus payer l'abonnement téléphonique est un fort argument commercial, et a permis la forte croissance du dégroupage total (+1,6 millions de lignes en un an) au détriment du dégroupage partiel.

La télévision par ADSL a, comme l'accès à Internet, fortement bénéficié de la progression du dégroupage. Le nombre d'abonnements à ce service a doublé en un an et atteint 2,6 millions à la fin de 2006.

Les services mobiles

Le trafic au départ des mobiles progresse plus vite que le nombre de clients et le revenu lié à cette activité. En 2006, le trafic de minutes progresse de 15,2% et celui des messages interpersonnels (SMS, MMS) de 19,2%. Sous l'impulsion d'offres d'abondance, le volume de communication par client repart nettement à la hausse, après un ralentissement en 2005.

Le rythme de croissance du nombre de clients à la téléphonie mobile est soutenu depuis 2003. En 2006, il ne s'infléchit pas et il atteint à nouveau 7,4%.

Après avoir enregistré des taux de croissances à deux chiffres, le segment mobile voit la croissance de ses revenus ralentir. La croissance annuelle est ainsi passée de plus de 12% en 2003 et 2004 à 9,1% en 2005 pour s'établir à 4,1% en 2006. Le ralentissement provient surtout du revenu des services de téléphonie qui ne progresse que de 2,5% en 2006, tandis que le revenu des services de transport de données (SMS, MMS et autres) augmente de 16,3%. Ce dernier représente 13% du revenu des services mobiles (hors services à valeur ajouté), mais contribue à près de la moitié de la croissance (47%).

Factures moyennes mensuelles

La facture moyenne mensuelle (28,2€HT) des clients des opérateurs de téléphonie mobile a diminué pour la première fois depuis 2001. La baisse de la facture mensuelle atteint 2,2€HT pour les possesseurs de forfaits (37,6€HT) et 0,1€HT pour les clients de cartes prépayées (11,3€HT).

La facture moyenne par abonnement à la téléphonie fixe a également reculé de 2,6€HT et s'établit à 24,6€HT. La progression du nombre de lignes dégroupées totalement permettant de s'affranchir de l'abonnement téléphonique, la baisse des prix des communications RTC de France Télécom (en contrepartie de la hausse du prix de l'abonnement) et le fort développement de la téléphonie sur large bande, sont autant de facteurs qui ont contribué à faire baisser la facture moyenne des clients, même si le tarif de l'abonnement téléphonique a augmenté au 1^{er} juillet 2006.

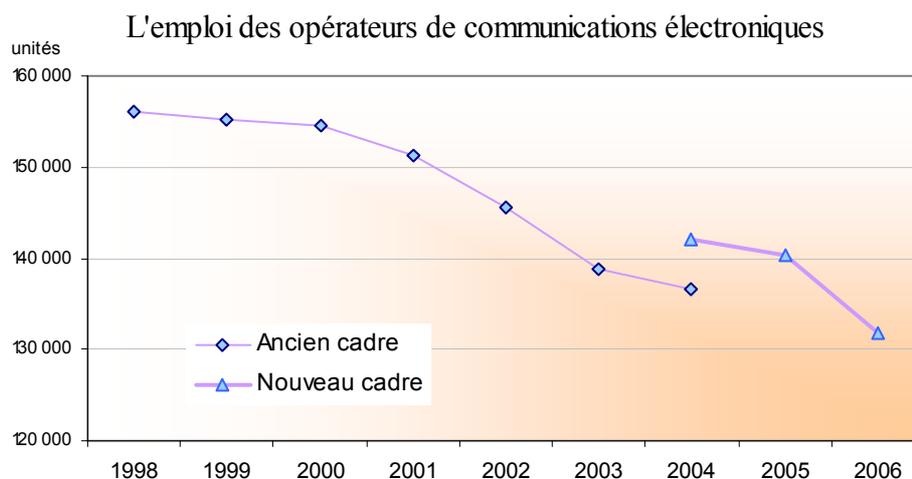
Depuis quatre ans les abonnés disposant d'un accès haut débit à Internet ont vu leur facture moyenne mensuelle se réduire considérablement, passant de 48,2 €HT en 2002 à 23,5€HT en 2006. La baisse de la facture moyenne pour le haut débit en 2006 est cependant moins forte que celle des années précédentes.

Sommaire

<i>1</i>	<i>Chiffres clés de l'activité des opérateurs</i>	<i>7</i>
<i>2</i>	<i>Le marché des communications dans son ensemble</i>	<i>9</i>
2.1	Le marché des clients finals	9
2.2	Le marché intermédiaire entre opérateurs	14
2.2.1	Le marché total	14
2.2.2	Segmentation entre les activités fixes, Internet et mobiles	14
<i>3</i>	<i>Les différents segments du marché de détail</i>	<i>16</i>
3.1	La téléphonie fixe	16
3.1.1	L'accès, les abonnements et les lignes fixes	16
3.1.2	Les communications depuis les lignes fixes (hors publiphonie et cartes).....	21
3.1.3	La publiphonie et les cartes	24
3.1.4	Ensemble téléphonie fixe	25
3.2	L'internet	26
3.2.1	Le bas débit	27
3.2.2	Le haut débit	28
3.3	La télévision par ADSL.....	29
3.4	Le mobile.....	30
3.4.1	Abonnements.....	30
3.4.2	Revenus et indicateurs de volume	32
3.5	Les autres composantes du marché	36
3.5.1	Les services à valeur ajoutée (hors services de renseignements).....	36
3.5.2	Les services de renseignements.....	37
3.5.3	Les liaisons louées et le transport de données.....	39
3.5.4	Les services d'hébergement et de gestion des centres d'appels.....	40
3.5.5	Les terminaux et équipements.....	40
3.6	Les indicateurs par clients	41

1 Chiffres clés de l'activité des opérateurs

Après deux années, 2004 et 2005 durant lesquelles la baisse de l'emploi salarié avait été moindre que les années précédentes, en 2006, le nombre de salariés des opérateurs déclarés diminue sensiblement (-6,1%). La baisse affecte les opérateurs de réseaux fixes qui, pour les principaux, ont connu des plans de restructurations importants. Cette évolution est la traduction en termes d'emploi des consolidations intervenues à la fin de l'année 2005 et courant 2006 (intégrations de filiales, rachats d'autres opérateurs). Globalement, les effectifs des opérateurs mobiles ont été stables en 2006 par rapport à 2005. Ils représentent 14% de l'emploi salarié du secteur.



Les emplois directs au 31/12					
Unités	2002	2003	2004	2005	2006
Emplois (champ : ancien cadre réglementaire)	145 487	138 716	136 547	134 066	
Evolutions en %	-3,8%	-4,7%	-1,6%	-1,8%	
Emplois (champ : nouveau cadre réglementaire)			142 137	140 410	131 854
Evolutions en %				-1,2%	-6,1%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

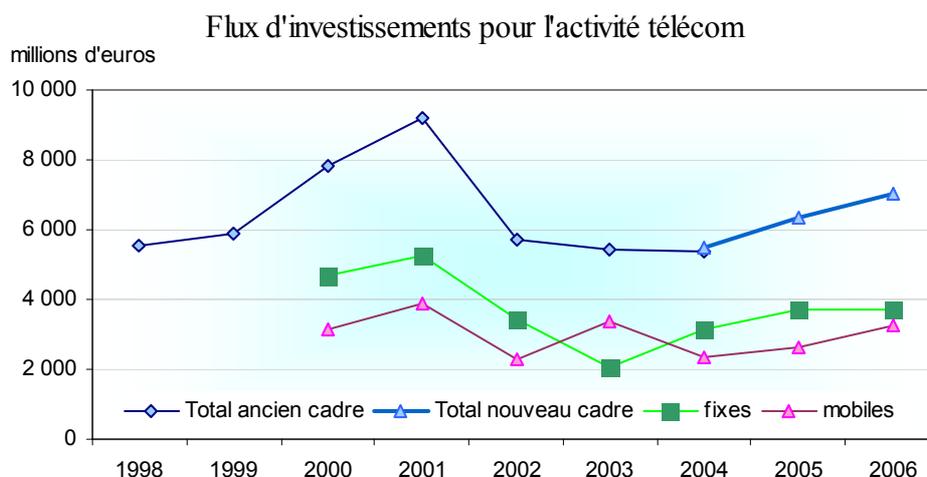
Note : L'indicateur de suivi de l'emploi reflète l'emploi des opérateurs déclarés auprès de l'ARCEP pour leurs activités de communications électroniques en France. Il ne couvre pas les emplois indirects par exemple des distributeurs, des sous traitants, des consultants externes ou des équipementiers. Il ne couvre pas non plus l'emploi des opérateurs déclarés pour leurs activités en dehors du secteur des communications électroniques.

Les investissements au cours de l'exercice					
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006
Investissements (champ : ancien cadre réglementaire)	5 699	5 437	5 343	6 037	
Evolutions en %	-37,9%	-4,6%	-1,7%	13,0%	
Investissements (champ : nouveau cadre réglementaire)			5 493	6 342	7 010
Evolutions en %				15,5%	10,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : Les montants d'investissements mesurés sont les flux d'investissements bruts comptables réalisés par les opérateurs déclarés auprès de l'ARCEP au cours des exercices comptables considérés pour leur activité de communications électroniques.

L'investissement croit fortement pour la deuxième année consécutive (+10,5%, après +15,5% en 2005). La croissance est entièrement portée par les investissements des opérateurs mobiles (+26%), qui contribuent à près de la moitié des 7 milliards d'euros d'investissement réalisés en 2006 pour l'activité de télécommunications, contre 40% environ au cours de l'année 2005. Les investissements des opérateurs mobiles se sont axés comme en 2005 sur le réseau UMTS et la technologie Edge, mais également sur le déploiement des nouveaux réseaux HSDPA. Les opérateurs fixes ont enregistré une stabilisation de leur investissement en 2006, après une progression en 2005. Leurs investissements se sont concentrés sur l'accès à internet, et en particulier sur l'ADSL avec l'amélioration de la couverture du dégroupage.



2 Le marché des communications dans son ensemble

2.1 Le marché des clients finals

Revenus perçus auprès du client final						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services fixes	15 783	15 927	15 395	15 217	15 149	-0,4%
Téléphonie fixe	14 030	13 509	12 629	12 072	11 419	-5,4%
Internet	1 753	2 418	2 767	3 145	3 729	18,6%
Services mobiles	11 788	13 243	14 868	16 203	16 865	4,1%
Ensemble de la téléphonie et Internet	27 570	29 171	30 264	31 420	32 014	1,9%
Services à valeur ajoutée	2 112	2 175	2 382	2 723	2 651	-2,6%
Services avancés	1 856	1 900	2 166	2 501	2 489	-0,5%
Renseignements	256	275	216	223	162	-27,0%
Services de capacité	4 451	4 556	4 264	3 500	3 422	-2,2%
Liaisons louées	2 260	2 272	2 160	1 501	1 511	0,7%
Transport de données	2 191	2 284	2 104	2 000	1 911	-4,4%
Total services de communications électroniques	34 133	35 901	36 910	37 644	38 088	1,2%
Autres services	1 875	2 137	2 474	3 100	2 951	-4,8%
Total des revenus des opérateurs sur le marché final	36 008	38 038	39 384	40 745	41 039	0,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Internet: estimation ARCEP, Observatoire des CE pour les données de 2000 à 2003

Transport de données: enquête de branche ARCEP/INSEE sur les communications électroniques pour les données 2000 à 2003

Notes :

- les **services fixes** comprennent la téléphonie fixe et l'Internet ;
- la **téléphonie fixe** couvre les revenus des frais d'accès et abonnements, des communications depuis les lignes fixes explicitement facturées (RTC et VoIP facturée en supplément des forfaits multiplay). Cet indicateur ne couvre pas les revenus des communications vers Internet, de la publiphonie et des cartes. Les communications depuis les lignes fixes incluses dans les forfaits multiplay (VoIp) ne sont pas valorisées.
- les **services mobiles** comprennent la téléphonie mobile (y compris les revenus des SMS), ainsi que la radiomessagerie et les réseaux mobiles professionnels jusqu'en 2002 ;
- les **services à valeur ajoutée** sont bruts des reversements, c'est à dire qu'ils incluent la partie du chiffre d'affaires qui est reversée par les opérateurs aux entreprises fournisseurs de service ;
- Les **autres services** ne relèvent pas à proprement parler du marché des services de communications électroniques. La contribution des opérateurs déclarés ne donne qu'une vision partielle de ces segments de marché. Cette rubrique couvre les revenus liés à la vente et à location de terminaux et équipements, y compris la location des « box », les revenus de l'hébergement et de la gestion des centres d'appels, et les revenus des annuaires papier, de la publicité et des cessions de fichiers. La composante « annuaires » de cette rubrique tient compte à partir de 2005 de l'intégration d'un nouvel opérateur important sur ce segment de marché.

Evolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006

L'année 2006 a été marquée par une modification importante dans la structure du marché des services de capacité spécifiquement dédiés aux entreprises : l'intégration de Transpac dans France Télécom au premier janvier 2006 a entraîné une suppression des flux financiers entre ces deux sociétés. Avant cette date, France Télécom et Transpac se vendaient des services de capacité. Ces revenus étaient comptabilisés dans les rubriques « Liaisons louées » et « Transport de données ».

Afin d'évaluer l'évolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006 sur des données comparables, l'observatoire publie les données de 2005 correspondant au champ 2006, c'est à dire hors ventes entre France Télécom et Transpac.

Le revenu des services de capacité sur un champ comparable n'a pas pu être évalué avant l'année 2005. De ce fait, les évolutions entre 2004 et 2005 ne sont pas comparables.

L'intégration d'un nouvel opérateur important sur le segment du marché des annuaires en 2005 (rubrique « Autres services ») créé également une rupture d'évolution entre 2004 et 2005.

Les évolutions sur l'ancien périmètre sont présentées ci-dessous pour les années 2002 - 2005 :

Evolution des revenus perçus auprès du client final				
%	2002	2003	2004	2005
Services fixes	0,0%	0,9%	-3,3%	-1,2%
Téléphonie fixe	-2,4%	-3,7%	-6,5%	-4,4%
Internet	24,1%	37,9%	14,4%	13,7%
Services mobiles	17,5%	12,3%	12,3%	9,0%
Ensemble de la téléphonie et Internet	6,8%	5,8%	3,7%	3,8%
Services à valeur ajoutée	2,8%	3,0%	9,5%	14,3%
Services avancés	2,5%	2,4%	14,0%	15,4%
Renseignements	4,9%	7,4%	-21,6%	3,3%
Services de capacité	6,5%	2,4%	-6,4%	2,8%
Liaisons louées	-2,9%	0,5%	-4,9%	-2,0%
Transport de données	18,2%	4,2%	-7,9%	7,7%
Total services de communications électroniques	6,5%	5,2%	2,8%	4,4%
Autres services	-15,3%	14,0%	15,8%	4,1%
Total des revenus des opérateurs sur le marché final	5,1%	5,6%	3,5%	4,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005

Légère augmentation du marché en 2006

Le revenu des opérateurs sur le marché final atteint près de 41 milliards d'euros en 2006, en légère augmentation (+0,7%) par rapport à 2005. Le revenu des seuls services de communications électroniques (38 milliards d'€) progresse de 1,2%, soit une évolution un peu moins forte que celles des années précédentes.

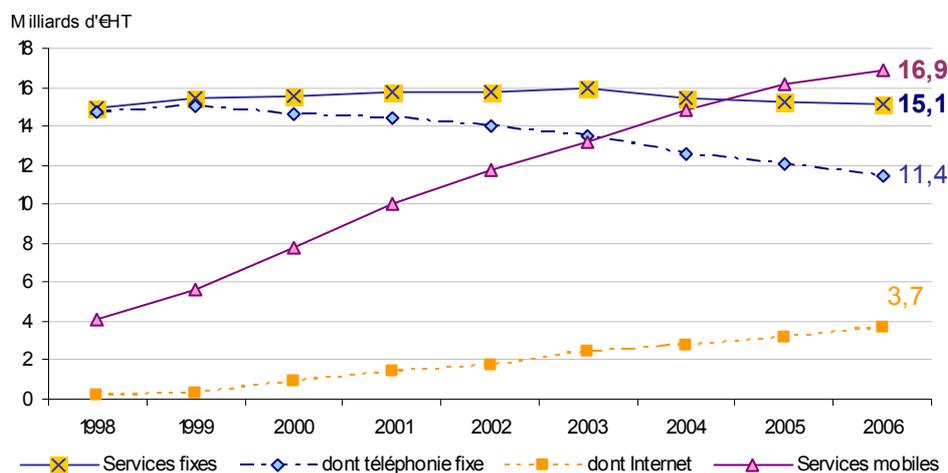
Le ralentissement de la croissance du revenu des services de téléphonie mobile observé en 2005 s'accroît en 2006. Le revenu des services mobiles progresse de 4,1% en 2006 contre 9% en 2005. La croissance annuelle dépassait 12% pour les années 2003 et 2004.

Le revenu de l'accès à internet poursuit sa croissance dynamique (+18,6%) sous l'impulsion du haut débit. Quant à la téléphonie fixe, son revenu baisse de 5,4% en 2006, la hausse du

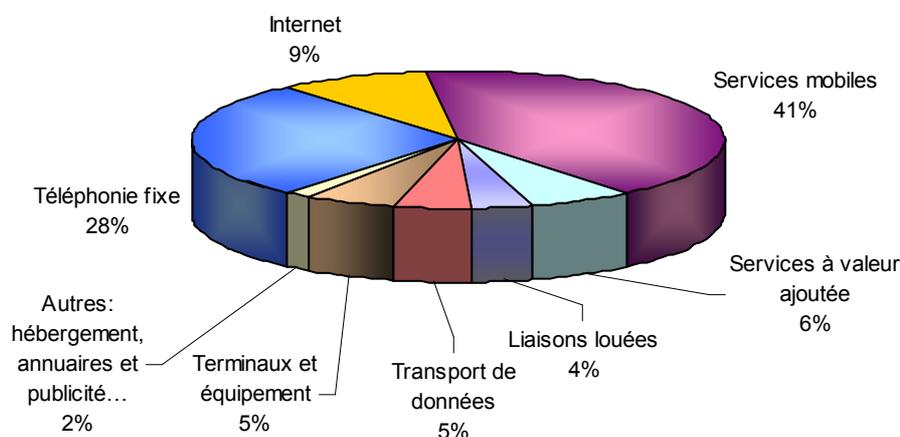
revenu lié à l'accès et aux abonnements de téléphonie fixe en juillet 2006 n'a pas compensé la perte de revenu sur les communications.

L'ensemble du revenu pour l'activité de téléphonie et accès à Internet, qui représente près de 80% du revenu du marché de détail, progresse de 1,9% par rapport à 2005.

Revenus des services de téléphonie et de l'Internet



Répartition des revenus des services de communications électroniques en 2006



Après une forte croissance en 2005 (+14,3%), le revenu des services à valeur ajoutée recule de 2,6% en 2006. Le seul revenu des services de renseignements téléphoniques (6% du revenu des SVA) a diminué de près de 27%. Le revenu des autres services avancés est quasiment stable.

Volumen auprès des clients finals					
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006
Téléphonie fixe	112 456	108 931	105 100	106 176	105 439
Services mobiles	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092
<i>Total services "voix"</i>	164 300	172 400	179 348	187 886	199 531
Internet bas débit	66 831	71 779	54 687	38 233	25 921
Nombre de SMS émis (millions d'unités)	5 523	8 188	10 335	12 597	15 023

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Evolution des volumes auprès des clients finals					
%	2002	2003	2004	2005	2006
Téléphonie fixe	-5,1%	-3,1%	-3,5%	1,0%	-0,7%
Services mobiles	16,6%	22,4%	17,0%	10,1%	15,2%
<i>Total services "voix"</i>	0,8%	4,9%	4,0%	4,8%	6,2%
Internet bas débit	27,4%	7,4%	-23,8%	-30,1%	-32,2%
Nombre de SMS émis	57,4%	48,3%	26,2%	21,9%	19,3%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

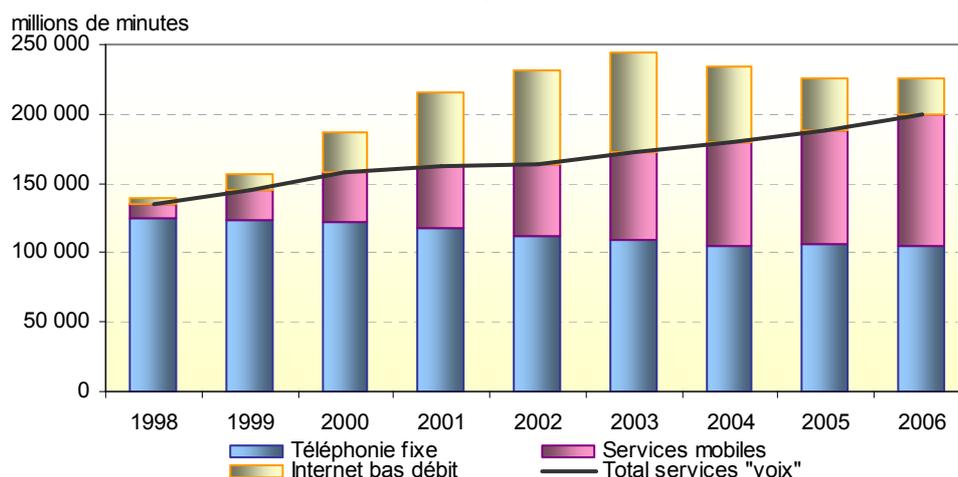
Le trafic voix atteint près de 200 milliards de minutes en 2006, en croissance de 6,2%.

La croissance du trafic voix en 2006 est supérieure aux progressions annuelles de ces dernières années. D'une part, depuis deux ans, le trafic de téléphonie fixe s'est stabilisé autour de 105 milliards de minutes alors qu'il décroissait à un rythme d'environ 3% les deux années précédentes. D'autre part, après une croissance de 10% seulement en 2005, le trafic au départ des mobiles affiche à nouveau en 2006 une très forte progression avec +15,2%.

Le nombre de SMS reste dynamique avec 2,5 milliards de messages émis de plus qu'en 2005. La croissance se maintient autour de 20%.

Le déclin de l'Internet bas débit se poursuit avec une baisse du trafic équivalente à celle de 2005 (-30%).

Evolution des volumes de téléphonie et de l'Internet bas débit



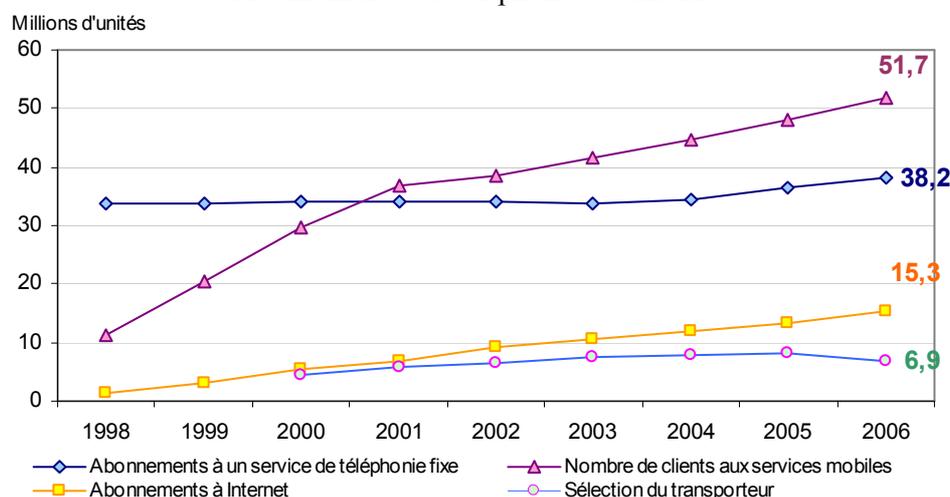
Abonnements					
Millions d'unités	2002	2003	2004	2005	2006
Abonnements à un service de téléphonie fixe	34,124	33,913	34,541	36,498	38,168
Sélection du transporteur	6,420	7,514	7,676	8,220	6,883
Abonnements à Internet	9,124	10,617	11,939	13,217	15,252
Nombre de clients aux services mobiles	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Evolution des abonnements					
%	2002	2003	2004	2005	2006
Abonnements à un service de téléphonie fixe	0,1%	-0,6%	1,8%	5,7%	4,6%
Sélection du transporteur	8,1%	17,0%	2,2%	7,1%	-16,3%
Abonnements à Internet	30,6%	16,4%	12,4%	10,7%	15,4%
Nombre de clients aux services mobiles	4,7%	8,1%	6,8%	8,0%	7,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Abonnements à la téléphonie et à Internet



Succès de la voix sur IP, croissance soutenue du parc mobile.

Le nombre de clients des opérateurs mobiles a dépassé les 50 millions au cours du quatrième trimestre 2006. La croissance reste soutenue, comme les années précédentes, à un rythme de +7,5 à +8% par an.

L'engouement pour l'Internet haut débit ne s'est pas démenti au cours de l'année 2006 : pour la troisième année consécutive, le nombre d'abonnements haut débit a progressé de trois millions. L'internet bas débit a, quant à lui, reculé d'un million. Globalement le nombre d'accès à Internet a cru de 15% en 2006 et s'établit à 15,3 millions.

Le nombre d'abonnements au service téléphonique par le réseau fixe progresse de 4,6%. Le nombre d'abonnements à un service de voix sur large bande a doublé et atteint 6,6 millions, tandis que le nombre d'abonnements classiques à la téléphonie recule de près de 5% soit 31,6 millions d'abonnements à la fin de 2006.

La sélection du transporteur connaît en 2006 un retournement avec une baisse de 16,3% par rapport à 2005. Le nombre de souscriptions a chuté d'1,3 million et se situe à peine au dessus du celui de l'année 2002.

2.2 Le marché intermédiaire entre opérateurs

2.2.1 Le marché total

Le marché des services d'interconnexion atteint 8,1 milliards d'€ en 2006, en recul de 8,6% par rapport à 2005. Les opérateurs mobiles réalisent un peu plus de la moitié du revenu de ce marché avec 4,4 milliards d'€. La baisse de leurs revenus a donc fortement impacté le niveau de ce marché.

Le revenu lié au trafic international entrant baisse de 1,9% mais le volume croît de 12,7%. Cette évolution est marquée par celle des opérateurs fixes qui, sur ce segment, constituent 70% du revenu et 80% du volume.

Revenus des services d'interconnexion y compris les services d'interconnexion à Internet						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services d'interconnexion des opérateurs fixes	3 033	2 612	2 764	2 889	2 939	1,7%
Services d'interconnexion Internet	237	250	764	796	732	-8,1%
Services d'interconnexion des opérateurs mobiles	3 290	2 949	2 807	5 120	4 380	-14,4%
Ensemble des services d'interconnexion	6 560	5 811	6 335	8 805	8 051	-8,6%
dont international entrant	948	894	566	521	511	-1,9%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Volumés des services d'interconnexion y compris les services d'interconnexion à Internet bas débit						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services d'interconnexion des opérateurs fixes	105 866	114 565	131 463	169 753	160 347	-5,5%
Services d'interconnexion Internet bas débit	43 924	47 988	33 720	29 948	15 170	-49,3%
Services d'interconnexion des opérateurs mobiles	24 751	27 680	30 150	31 106	34 726	11,6%
Ensemble des services d'interconnexion	174 540	182 059	195 333	230 806	210 243	-8,9%
dont international entrant	6 935	6 132	6 812	7 288	8 217	12,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Notes :

- Les revenus et les volumes de l'interconnexion ne sont pas établis sur les mêmes périmètres, ce qui rend un rapprochement entre ces deux indicateurs inapproprié pour une estimation de prix moyen (les revenus d'interconnexion incorporent des revenus fixes tels que les paiements au titre des liaisons de raccordement ainsi que des prestations entre opérateurs).

- L'interconnexion est l'ensemble des services offerts entre opérateurs résultant d'accords dits d'interconnexion. En cas de rapprochements ou de concentration d'entreprises, une partie des flux entre entreprises disparaît.

- L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les chiffres de l'interconnexion ci-dessus peuvent ne pas être exempts de double comptes, notamment sur le champ des opérateurs fixes.

2.2.2 Segmentation entre les activités fixes, Internet et mobiles

Pour la première fois, le volume de minutes de prestations d'interconnexion des opérateurs fixes recule. La baisse atteint 5,5%, soit 9 milliards de minutes.

Services d'interconnexion des opérateurs fixes hors Internet						
<i>Revenus en millions d'euros</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services d'interconnexion	3 033	2 612	2 764	2 889	2 939	1,7%
dont international entrant	715	682	408	362	361	-0,4%
<i>Volumes en millions de minutes</i>						
Services d'interconnexion	105 866	114 565	131 463	169 753	160 347	-5,5%
dont international entrant	5 728	5 146	5 792	6 064	6 682	10,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Les revenus des services d'interconnexion internet baissent de 8,1% en raison principalement du recul du revenu du bas débit, mais également d'une diminution de 11 millions d'€ (-1,7%) du revenu des prestations liés au haut débit.

Services d'interconnexion du trafic d'accès à Internet						
	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenus des services d'interconnexion (<i>en millions d'euros</i>)	237	250	764	796	732	-8,1%
dont revenus Internet bas débit (<i>en millions d'euros</i>)	235	218	174	105	52	-50,1%
Volume (<i>en millions de minutes</i>)	43 924	47 988	33 720	29 948	15 170	-49,3%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : La série des revenus des prestations de gros pour Internet marque une rupture en 2004 par rapport aux années précédentes en raison d'une modification du questionnaire sur la partie relative au haut débit. A partir de cette date les montants tiennent compte des options 3 et 5, livraison du trafic au niveau régional et national.

Le revenu des prestations d'interconnexion des opérateurs mobiles a baissé de 14,4% alors que le volume a progressé de 11,6%. Cet écart d'évolution est directement lié au prix de la terminaison des appels sur les réseaux mobiles, qui a baissé de 24% au 1^{er} janvier 2006.

Services d'interconnexion des opérateurs mobiles						
<i>Revenus en millions d'euros</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services d'interconnexion	3 290	2 949	2 807	5 120	4 380	-14,4%
dont trafic international entrant	233	212	158	159	150	-5,4%
dont roaming in des abonnés étrangers	752	776	874	839	799	-4,7%
<i>Volumes en millions de minutes</i>						
Services d'interconnexion	24 751	27 680	30 150	31 106	34 726	11,6%
dont trafic international entrant	1 207	985	1 020	1 224	1 534	25,4%
dont roaming in des abonnés étrangers	1 191	1 294	1 350	1 393	1 513	8,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note 1 : La croissance apparente du marché de gros en 2005 (+82%) ne correspond pas à une réalité économique du marché mais à un artéfact de facturation. Avant le 1er janvier 2005, il n'y avait pas de facturation de la terminaison d'appel entre les opérateurs mobiles (système du bill & keep).

Note 2 : Le roaming-in correspond à la prise en charge par un opérateur mobile français des appels reçus et émis en France par les clients des opérateurs mobiles étrangers. Le revenu correspond à des versements entre opérateurs. Le rapport revenu/volume ne correspond à aucun tarif en particulier pas à un tarif facturé au client.

3 Les différents segments du marché de détail

3.1 La téléphonie fixe

3.1.1 L'accès, les abonnements et les lignes fixes

Définitions

Plusieurs notions peuvent être distinguées concernant le service téléphonique :

- la notion d'accès au réseau : il s'agit du support physique qui peut supporter plusieurs lignes, abonnements et types de services (par exemple Internet et la téléphonie).
- la notion de lignes : il s'agit du nombre de lignes supportant au minimum le service téléphonique. Dans ce cas, les accès numériques représentent plusieurs lignes (2 pour les accès de base et entre 20 et 30 pour les accès primaires).
- La notion d'abonnements : une même ligne peut supporter plusieurs abonnements au service téléphonique. Par exemple, une ligne analogique peut supporter un abonnement au service de téléphonie classique abs débit (RTC) et un abonnement téléphonique sur IP.

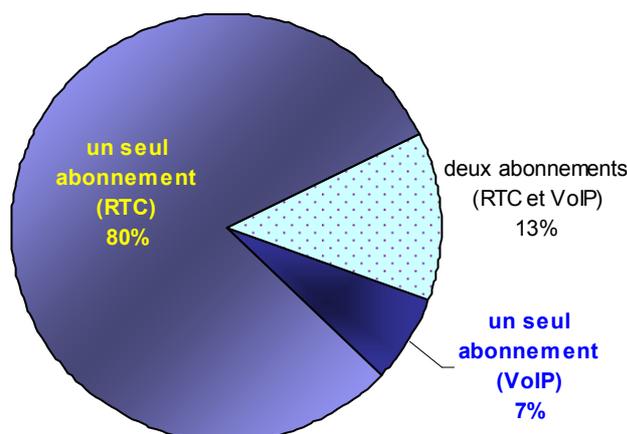
Nombre de lignes supportant le service téléphonique sur réseaux fixes au 31/12

Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre total de lignes	34,123	33,912	33,703	33,707	33,897	0,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le nombre de lignes supportant le service téléphonique est relativement stable depuis 1998. Depuis l'émergence du dégroupage partiel et des offres de voix sur large bande en 2004, une part croissante de lignes supporte deux abonnements au service téléphonique, l'un en RTC, l'autre en IP. A la fin de 2006, 13% des lignes sont dans ce cas. Avec le fort développement du dégroupage total et la mise en place d'offre d'ADSL nu, la proportion des clients disposant d'un seul abonnement téléphonique en IP (7% à fin 2006) devrait progresser rapidement.

Répartition des lignes fixes supportant le service téléphonique selon le nombre d'abonnements téléphoniques au 31/12/2006

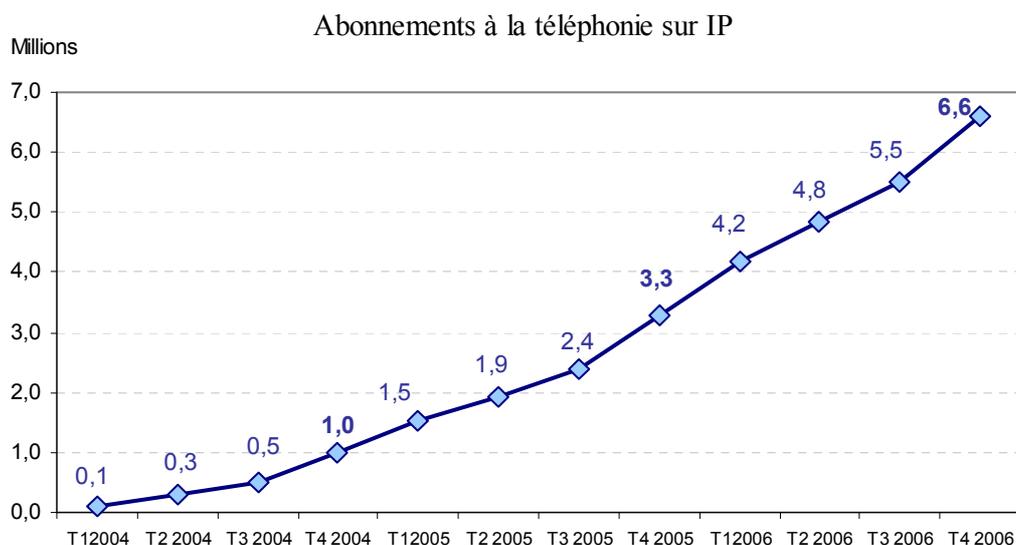


Abonnements au service téléphonique sur réseaux fixes au 31/12						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements sur des lignes bas débit (lignes analogiques, numériques ou par le câble)	34,122	33,908	33,610	33,106	31,560	-4,7%
Abonnements sur des accès IP (xDSL, câble)			0,931	3,392	6,608	94,8%
Nombre d'abonnements	34,124	33,913	34,541	36,498	38,168	4,6%

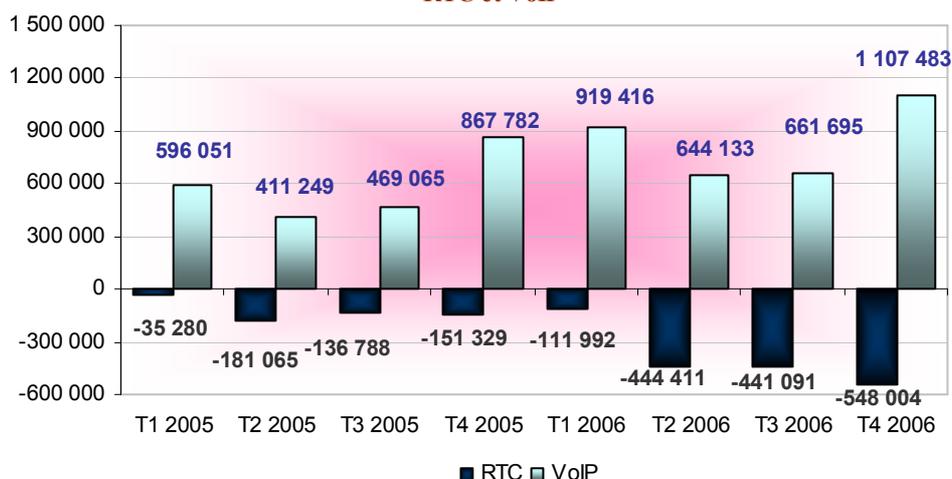
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le nombre d'abonnements à la téléphonie fixe augmente en 2006 d'1,7 million. Cette progression résulte d'une forte hausse du nombre d'abonnements à la voix sur IP (+3,2 millions) qui a doublé en un an, accompagnée de celle des abonnements à la téléphonie par le câble. Les abonnements RTC sur ligne analogique ou numérique sont en revanche en recul de 1,5 million par rapport à 2005. Le recul s'est accentué au cours de l'année. Au quatrième trimestre 2006, le nombre d'abonnements au RTC baisse de 550 000.

L'équipement des ménages en téléphone fixe, qui avait diminué sensiblement depuis l'émergence de la téléphonie mobile dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, se stabilise depuis deux ans à 82%, selon La référence des Equipements Multimédias Médiamétrie/GfK. Cette tendance résulte de l'attrait exercé par l'accès à Internet, et aussi de la montée en puissance de la voix sur IP, qui permet aux consommateurs de téléphoner depuis un poste fixe à un tarif très faible.



Evolution des abonnements au service de téléphonie fixe RTC et VoIP



Précisions relatives aux indicateurs du service téléphonique sur IP ou « communications au départ des services de voix sur IP »

Sur la terminologie employée :

Les indicateurs du service téléphonique sur IP de la présente publication couvrent la voix sur large bande quel que soit le support (IP DSL principalement, mais aussi IP sur câble) et la voix sur Internet lorsque les opérateurs sont déclarés auprès de l'ARCEP.

L'ARCEP a désigné par «voix sur large bande» les services de téléphonie fixe utilisant la technologie de la voix sur IP sur un réseau d'accès à Internet dont le débit dépasse 128 kbit/s et dont la qualité est maîtrisée par l'opérateur qui les fournit ; et par «voix sur Internet» les services de communications vocales utilisant le réseau public Internet et dont la qualité de service n'est pas maîtrisée par l'opérateur qui les fournit.

Les communications au départ des services de voix sur IP comptabilisées dans l'Observatoire correspondent à des services offerts au niveau de l'accès. Ces indicateurs ne correspondent pas à du trafic qui utiliserait le protocole IP uniquement sur le cœur de réseau.

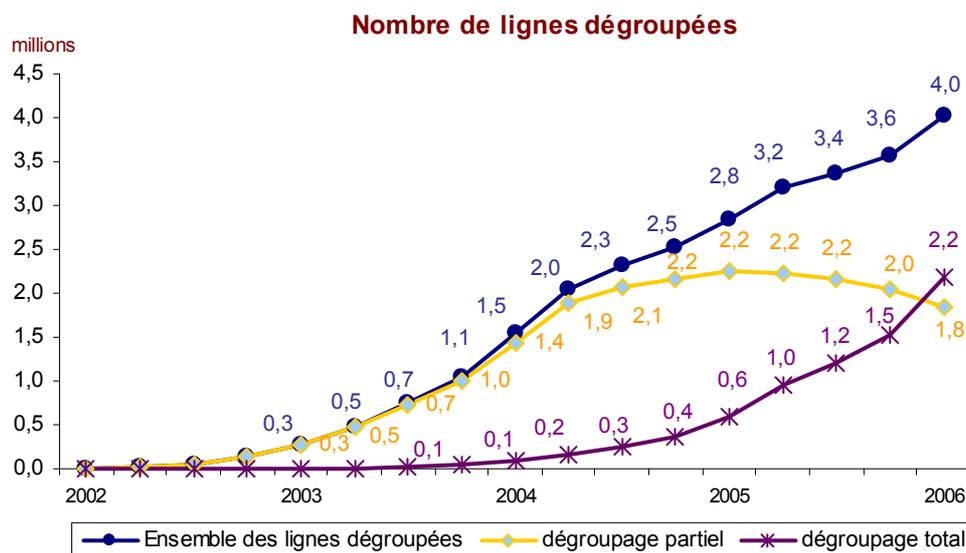
Par ailleurs, l'Observatoire n'interroge pas les opérateurs non déclarés permettant de faire de la voix sur Internet de PC à PC. Ces opérateurs n'entrent pas dans le champ de l'enquête.

Sur le revenu pris en compte :

L'Observatoire distingue les communications au départ des services de téléphonie sur IP des autres communications vocales. Toutefois, alors que le volume des communications VoIP couvre l'ensemble de ce trafic constaté sur le marché final, le revenu ne couvre que le trafic VoIP facturé (par exemple en supplément d'un forfait multi-play).

Dégroupage						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre de lignes partiellement dégroupées	0,001	0,269	1,443	2,248	1,831	-18,5%
Nombre de lignes totalement dégroupées	0,001	0,004	0,093	0,592	2,189	269,9%
Nombre de lignes dégroupées au 31/12	0,001	0,273	1,536	2,840	4,020	41,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire



Le dégroupage partiel a atteint, semble-t-il, son maximum à la fin de l'année 2005 avec 2,2 millions de lignes. En 2006, le nombre de lignes partiellement dégroupées diminue de près de 20%. A contrario, le dégroupage total connaît un succès grandissant qui s'est amorcé dès le milieu de l'année 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage total. Une part importante des lignes en dégroupage partiel ont été converties en dégroupage total. Au cours du quatrième trimestre 2006, le nombre des lignes totalement dégroupées progresse de 45% pour atteindre 2,2 millions, et dépasse le nombre de lignes partiellement dégroupées (1,8 million).

Le nombre de lignes dégroupées a ainsi progressé au total de 42% sur un an, soit 1,2 million de lignes supplémentaires.

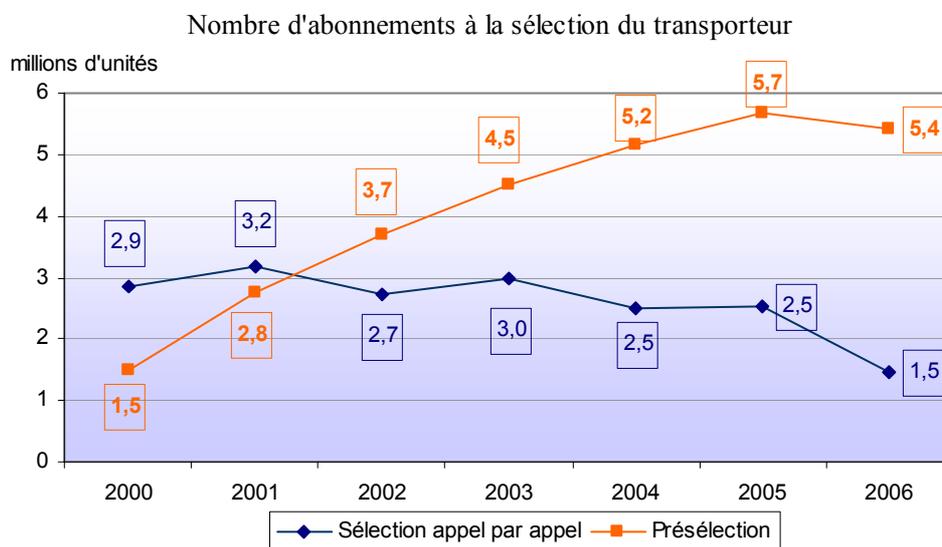
Conservation du numéro						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre de numéros portés au cours de l'année				0,662	1,666	151,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquête annuelle 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

1,7 million de numéros ont été portés en 2006, soit une multiplication par deux en un an. Le nombre de numéros conservés a été un peu plus important au cours du quatrième trimestre grâce notamment à l'augmentation du dégroupage total.

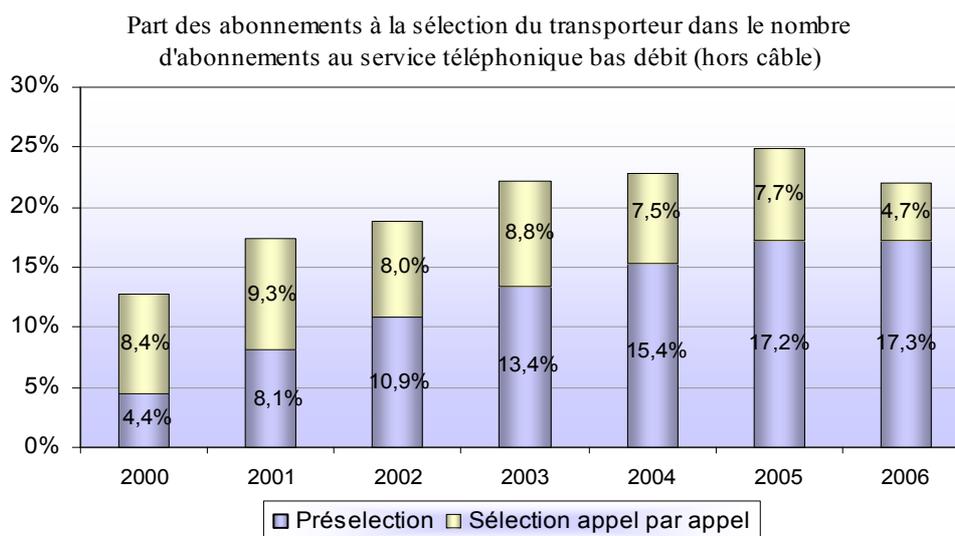
Abonnements à la sélection du transporteur						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements à la sélection appel par appel	2,722	2,991	2,513	2,533	1,470	-42,0%
Abonnements à la présélection	3,698	4,523	5,163	5,687	5,413	-4,8%
Abonnements à la sélection du transporteur	6,420	7,514	7,676	8,220	6,883	-16,3%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire



Le nombre d'abonnements à la sélection du transporteur recule en 2006 qu'il s'agisse de la sélection appel par appel ou de la présélection. Le succès du dégroupage total a affecté ce mode de recours à la concurrence.

La présélection avait marqué le pas à la fin de l'année 2005, avec un reflux de 2,5% au 4^{ème} trimestre 2005 en glissement annuel. Cette tendance est confirmée en 2006, avec une baisse de 4,8% par rapport à 2005. La sélection appel par appel, qui consiste à composer manuellement le préfixe de l'opérateur en charge de l'appel a connu la plus forte baisse avec 1,1 million de clients en moins, alors que depuis l'année 2000 cette modalité oscillait entre 2,5 et un peu plus de 3 millions d'abonnements.



Note : le parc de sélection appel par appel ne prend en compte que les abonnements actifs, le parc de présélection ne prend en compte que les abonnements en service, net des résiliations.

Revenus des frais d'accès, abonnements et services supplémentaires						
<i>Millions d'euros</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Accès, abonnements et services supplémentaires	5 426	5 505	5 439	5 651	5 852	3,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : les revenus de l'accès comprennent outre les revenus de l'accès au service téléphonique, les revenus des abonnements pour l'accès à la téléphonie en IP ainsi que les revenus des services supplémentaires (présentation du numéro, ...). Ils n'incluent pas les revenus des forfaits multi-services.

Les revenus liés à l'accès au service téléphonique progressent de 3,5% sur un an. La hausse de 7,2% du prix de l'abonnement téléphonique en juillet 2006 permet de compenser, en ce qui concerne les revenus de l'accès, la perte des revenus liée à la baisse du nombre d'abonnements sur des lignes analogiques ou numériques. Elle ne compense pas, au niveau global, la baisse des revenus des communications depuis les lignes fixes.

Les revenus des accès et abonnements incluent également des sommes facturées aux clients finals pour l'activation de services de téléphonie sur large bande lorsque ce service est payant.

3.1.2 Les communications depuis les lignes fixes (hors publiphonie et cartes)

Revenus des communications depuis les lignes fixes						
<i>Millions d'euros</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Communications nationales	4 192	3 850	3 567	3 264	2 949	-9,6%
Communications internationales	850	819	673	632	565	-10,6%
Communications vers mobiles	2 919	2 758	2 425	2 065	1 668	-19,2%
Ensemble des revenus depuis les lignes fixes	7 961	7 427	6 666	5 961	5 182	-13,1%
<i>dont communications au départ des services de VoIP</i>			16	96	224	134,1%

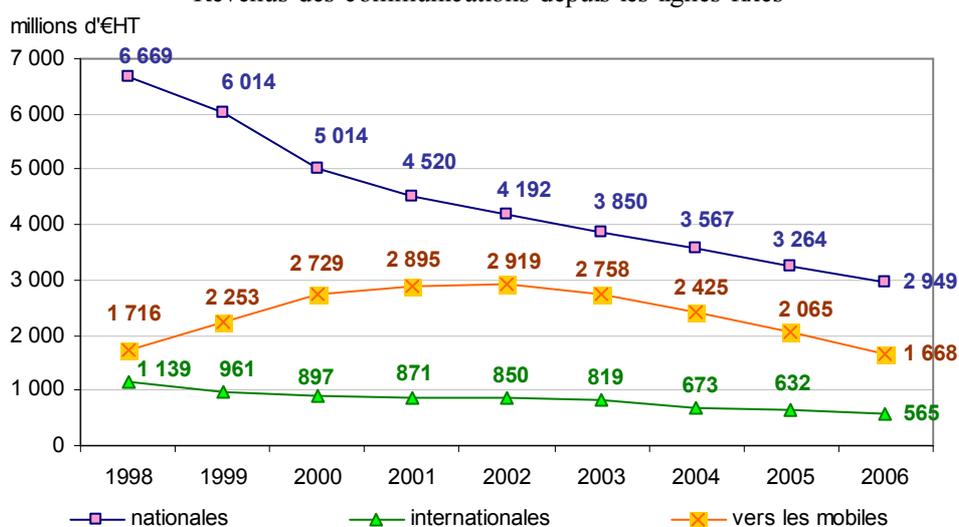
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le revenu des communications depuis les lignes fixes diminue de 13%, ce qui correspond à 800 millions d'euros. La moitié de la baisse provient du recul des recettes des communications vers les mobiles (-19%) dont le prix de détail a baissé dans une proportion similaire à celui des tarifs de terminaison d'appel mobile (-24% au 1^{er} janvier 2006). Le volume à destination des mobiles n'a quant à lui que faiblement progressé (+1%).

Les revenus des communications nationales et internationales sortantes diminuent (respectivement -10% et -11%) sous l'effet des baisses de tarifs pour les communications par le RTC (en contrepartie des hausses de l'abonnement téléphonique), mais également en raison de la croissance de la part prise par les communications en VoIP.

Le volume de trafic national est stable et le trafic international sortant progresse de plus de 17%. De nombreuses offres de téléphonie illimitée au départ des box et à destination de l'étranger ont émergé au début de l'année 2006, « dopant » le volume de trafic vers l'international.

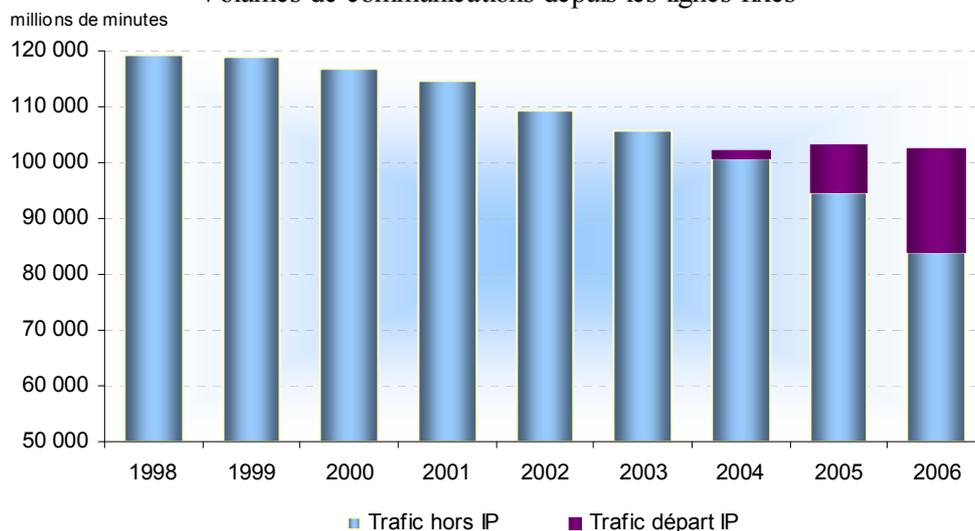
Revenus des communications depuis les lignes fixes



Volumés des communications depuis les lignes fixes						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Communications nationales	94 143	89 536	86 149	86 838	85 432	-1,6%
Communications internationales	4 808	4 907	4 281	4 116	4 823	17,2%
Communications vers mobiles	10 498	11 365	11 638	12 227	12 387	1,3%
Ensemble des volumés depuis les lignes fixes	109 449	105 807	102 067	103 181	102 643	-0,5%
<i>dont communications au départ des services de VoIP</i>			1 453	8 440	18 618	120,6%

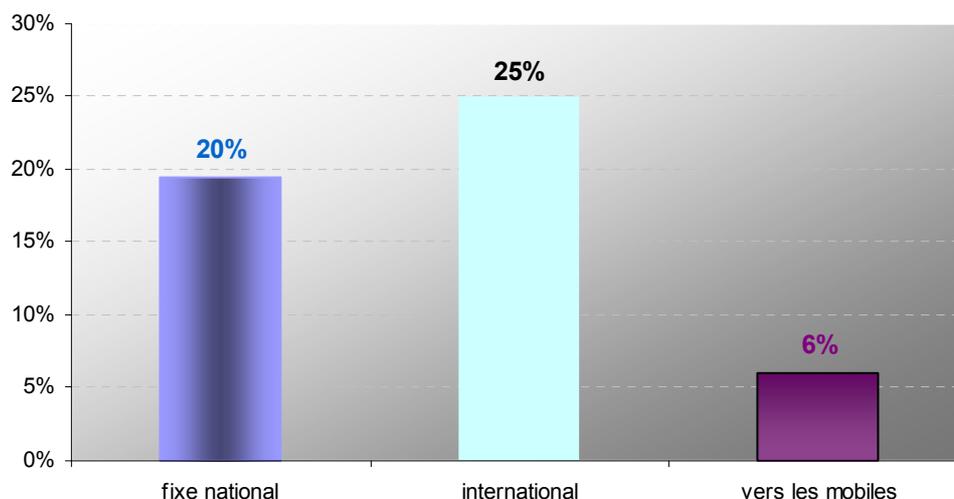
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Volumés de communications depuis les lignes fixes

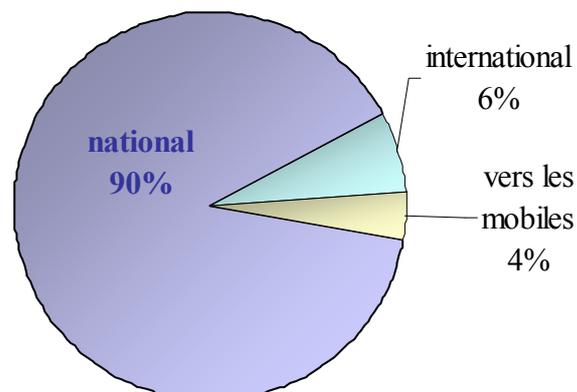


Les volumés depuis les lignes fixes sont stables depuis 2004 à 103 milliards de minutes. Le trafic IP a permis d'arrêter la chute du trafic au départ des réseaux fixes. De moins de 2% en 2004, il représente en 2006 18% du trafic fixe. Au quatrième trimestre 2006, il atteint 23% du trafic. Ce trafic IP émanant essentiellement de la clientèle « grand public », on peut estimer qu'il représente désormais 30% du trafic total de cette clientèle.

Part de l'IP dans le trafic au départ des postes fixes en 2006



L'IP représente 25% du trafic à destination de l'international sur l'ensemble de l'année. Sa part a progressé tout au long de 2006, et représente au 4^{ème} trimestre, le tiers du trafic vers l'international.

Répartition du trafic en VoIP par destination d'appel en 2006
18,6 milliards de minutes

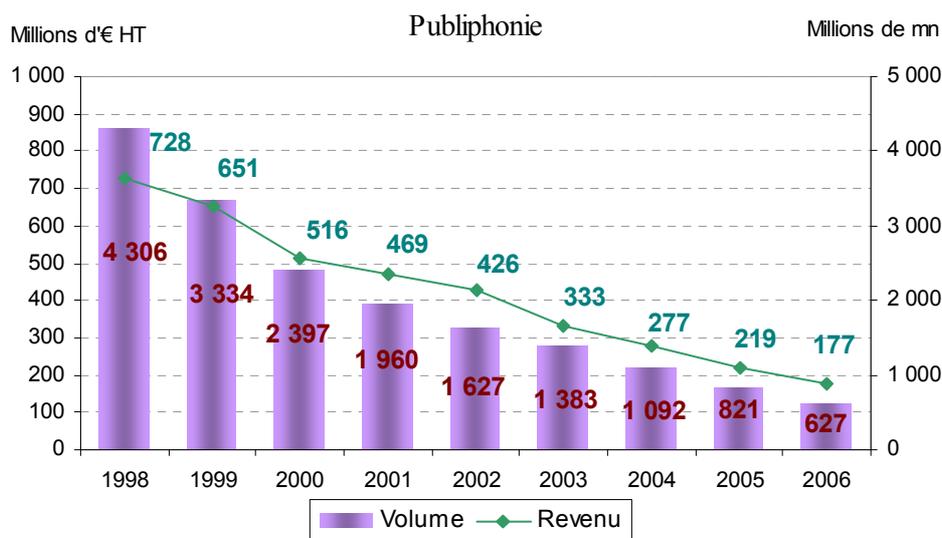
La très grande majorité du trafic VoIP est à destination du fixe national (90% contre 83% pour l'ensemble du trafic depuis un poste fixe). Les communications vers les mobiles sont en revanche moins présentes que dans le volume total : elles correspondent à 4% du trafic VoIP pour 12% dans l'ensemble du trafic.

3.1.3 La publiphonie et les cartes

Publiphonie						
	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenus des communications (millions d'€)	426	333	277	219	177	-19,1%
Volumes des communications (millions de minutes)	1 627	1 383	1 092	821	627	-23,7%
Nombre de publiphones au 31 décembre (unités)	202 418	192 275	189 298	179 770	169 790	-5,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le nombre de publiphones décroît chaque année de 10 000 (à l'exception de l'année 2004 où la baisse avait été de 3 000). En volume et en revenu, la baisse atteint 20% en un an.



Cartes post et prépayées de téléphonie fixe						
	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenus des cartes de téléphonie fixe	217	244	248	241	208	-13,4%
Millions de minutes écoulees via les cartes	1 380	1 741	1 941	2 173	2 169	-0,2%
Nombre de cartes prépayées vendues en millions	15,935	23,022	21,803	24,991	26,145	4,6%
Nombre de cartes post-payées au 31 décembre, en millions	2,861	2,798	2,518	2,847	2,850	0,1%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le marché des cartes prépayées et post-payées de téléphonie fixe est stable en volume mais recule en revenu de 13%.

Les cartes des réseaux fixes (hors télécartes utilisables uniquement dans les publiphones de l'opérateur) sont de deux types :

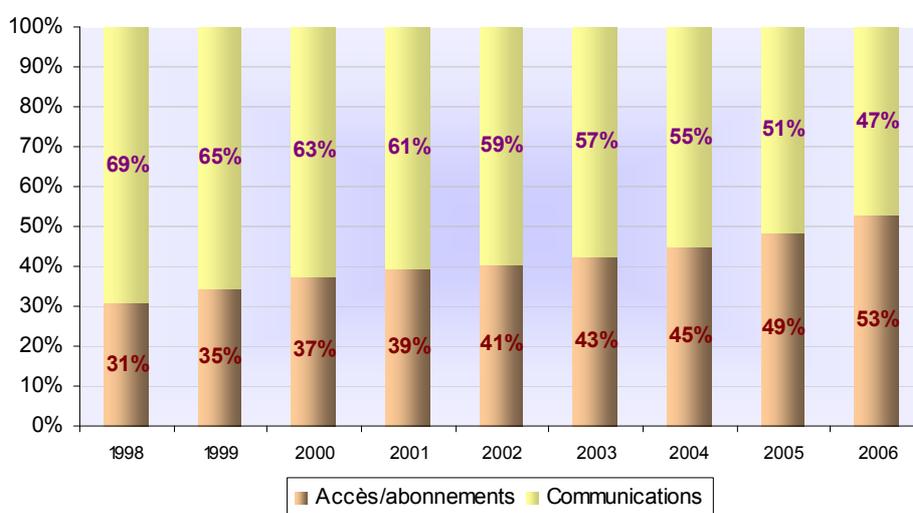
- les **cartes post-payées** pour lesquelles les communications sont facturées après le passage des communications (cartes d'abonnés rattachées à un compte d'abonné pour lesquelles la consommation figure sur les factures téléphoniques courantes ou cartes accréditives ou bancaires permettant la facturation directe sur un compte bancaire ou un compte tenu par un distributeur) ;
- les **cartes prépayées** : elles offrent un montant fixe, payé à l'avance, de communications téléphoniques.

3.1.4 Ensemble téléphonie fixe

Revenus de l'ensemble de la téléphonie fixe						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Accès, abonnements et communications depuis les lignes fixes	13 387	12 932	12 105	11 612	11 034	-5,0%
<i>Accès/ Abonnement</i>	5 426	5 505	5 439	5 651	5 852	3,5%
<i>Communications</i>	7 961	7 427	6 666	5 961	5 182	-13,1%
Publiphonie	426	333	277	219	177	-19,1%
Cartes	217	244	248	241	208	-13,4%
Ensemble téléphonie fixe	14 030	13 509	12 630	12 072	11 419	-5,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Répartition des revenus du service téléphonique depuis les postes fixes



La part des revenus de l'accès et des abonnements a progressé de 22 points depuis 1998. En 2006, elle devient supérieure à celle des communications.

Volumes de l'ensemble de la téléphonie fixe						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Ensemble des communications depuis les lignes fixes	109 449	105 807	102 067	103 181	102 643	-0,5%
Publiphonie	1 627	1 383	1 092	821	627	-23,7%
Cartes	1 380	1 741	1 941	2 173	2 169	-0,2%
Ensemble téléphonie fixe	112 456	108 931	105 100	106 176	105 439	-0,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Les cartes post et prépayées représentent 2% des volumes de communications depuis les postes fixes en 2006, et la publiphonie 0,6% seulement.

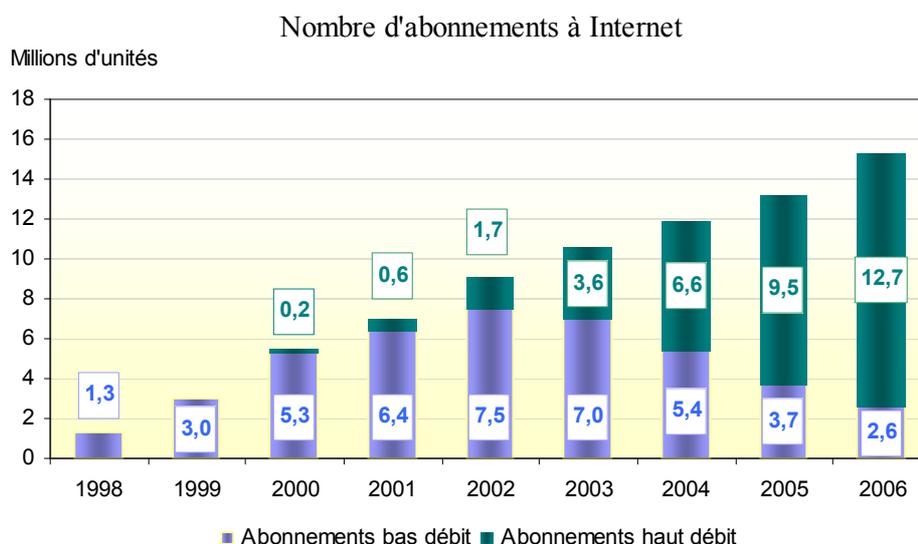
3.2 L'internet

Abonnements à Internet au 31/12						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Bas débit *	7,469	7,048	5,377	3,746	2,557	-31,7%
Haut débit	1,655	3,569	6,561	9,471	12,695	34,0%
Nombre d'abonnements à Internet *	9,124	10,617	11,939	13,217	15,252	15,4%

* Source : AFA jusqu'en 2002. Chiffres des fournisseurs d'accès suivant : 9 online, AOL France, Club Internet, Free (RTC uniquement), InterPC, NC, Noos, Tiscali France, UPC France, Wanadoo. Sont comptabilisés les comptes d'accès gratuits ou facturés à l'usage qui font l'objet d'au moins une connexion dans les 40 derniers jours, et tous les comptes payants sur une base forfaitaire mensuelle (incluant ou non un forfait téléphonique, particuliers et professionnels).
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le marché de l'Internet reste très dynamique avec une progression du nombre d'abonnements à Internet de 15,4% sur un an. Cette croissance est soutenue depuis trois ans par les accès à Internet haut débit, qui progressent de près de 34,0% en 2006, tandis que le bas débit recule de près de 30%.

Les abonnements haut débit (abonnements xDSL, au câble et autres) représentent 83% des abonnements à l'Internet à la fin de 2006.

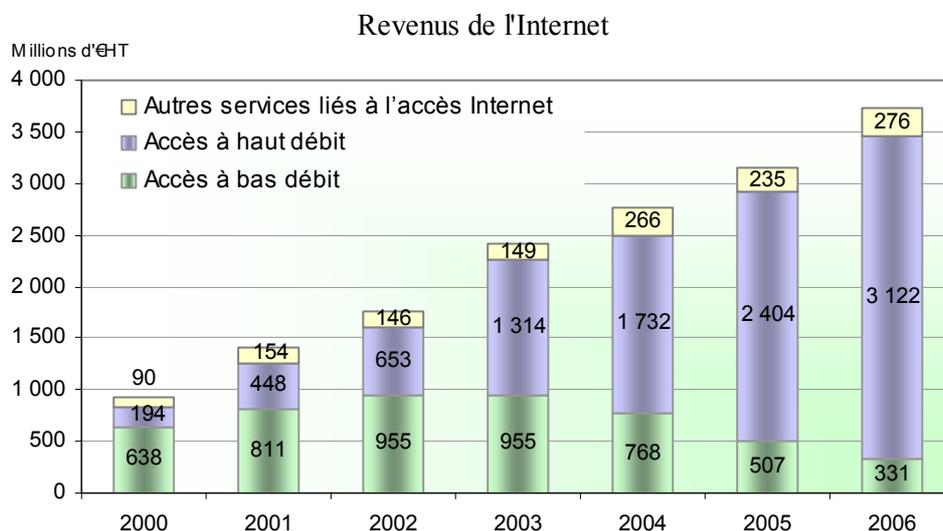


Revenus totaux de l'Internet						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Accès à bas débit	955	955	768	507	331	-34,8%
Accès à haut débit	653	1 314	1 732	2 404	3 123	29,9%
Autres services liés à l'accès Internet	146	149	266	235	276	17,6%
Total Internet	1 753	2 418	2 767	3 145	3 729	18,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : La rubrique « autres services liés à l'accès Internet » correspond aux revenus annexes des FAI tels que l'hébergement de sites ou les revenus de la publicité en ligne. Les recettes liées à la vente et location de terminaux sont intégrées à la rubrique « vente et location de terminaux des opérateurs fixes et Internet ».

Comme en 2005, l'évolution des revenus est conforme à celles des parcs : le revenu du bas débit perd près de 33% quand celui du haut débit augmente de 30%. Au total les accès à internet génèrent 3,7 milliards d'euros en 2006. Le haut débit contribue pour 84% au revenu de l'internet, le bas débit pour 9% et les autres revenus pour 7%.



3.2.1 Le bas débit

Abonnements bas débit au 31/12						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Forfaits		4,301	3,001	2,132	1,482	-30,5%
Comptes d'accès "pay as you go"		2,747	2,376	1,614	1,076	-33,4%
Total	7,469	7,048	5,377	3,746	2,557	-31,7%

* Source : AFA jusqu'en 2002. Chiffres des fournisseurs d'accès suivant : 9 online, AOL France, Club Internet, Free (RTC uniquement), InterPC, NC,Noos, Tiscali France, UPC France, Wanadoo. Sont comptabilisés les comptes d'accès gratuits ou facturés à l'usage qui font l'objet d'au moins une connexion dans les 40 derniers jours, et tous les comptes payants sur une base forfaitaire mensuelle (incluant ou non un forfait téléphonique, particuliers et professionnels).

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes trimestrielles 2003, 2004 et 2005, estimation provisoire

Revenus des accès bas débit à Internet						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Forfaits	641	704	574	379	247	-34,8%
Communications d'accès	313	251	195	128	83	-34,8%
Revenus des accès bas débit à Internet	955	955	768	507	331	-34,8%

Source ARCEP, Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

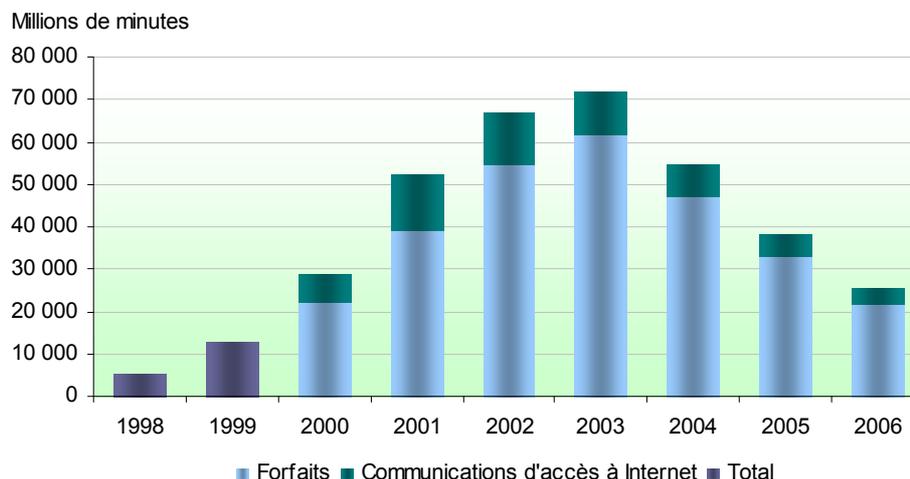
Volumes Internet bas débit						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Forfaits	54 521	61 618	46 997	32 906	22 195	-32,5%
Communications d'accès	12 310	10 161	7 690	5 328	3 726	-30,1%
Volumes Internet bas débit	66 831	71 779	54 687	38 233	25 921	-32,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

La baisse du nombre des accès bas débit s'est amorcée à la fin de l'année 2003 : les abonnements ont fortement chuté au profit des accès haut débit. L'impact sur le trafic et les revenus ne se constate en revanche qu'à partir de l'année 2004 avec une baisse de 20%. En 2005 et 2006, la décroissance atteint 30%.

Les abonnements à des forfaits (1,4 million) représentent 58% des abonnements en bas débit pour plus de 85% du trafic et 73% des revenus.

Répartition du trafic internet bas débit



3.2.2 Le haut débit

Abonnements haut débit au 31/12						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements à Internet en accès haut débit	1,655	3,569	6,561	9,471	12,695	34,0%
dont accès xdsl	1,368	3,172	6,103	8,902	12,019	35,0%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Revenus des accès haut débit à Internet						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenus de l'Internet haut débit	653	1 314	1 732	2 404	3 123	29,9%
dont accès xdsl	455	998	1 521	2 233	2 959	32,5%

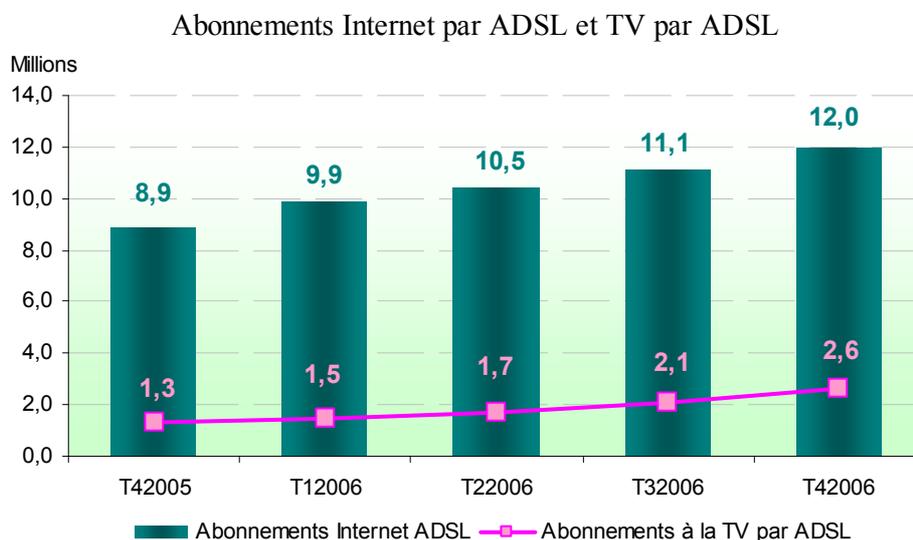
Source ARCEP, Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le nombre d'abonnements à Internet à haut débit atteint 12,7 millions à la fin de 2006, soit une croissance de 34,0% en un an. Le nombre d'accès haut débit à Internet a progressé de plus de 3 millions, après déjà deux hausses similaires en 2005 et 2004.

L'ADSL représente à lui seul 12 millions d'abonnements, soit 95% du parc. C'est également la part de l'ADSL dans le revenu du haut débit.

3.3 La télévision par ADSL

Le nombre d'abonnements à la télévision par ADSL est de 2,6 millions à la fin de l'année 2006, soit un doublement du nombre d'abonnements en un an.



Abonnements à la TV par ADSL						
Millions d'unités	T42005	T12006	T22006	T32006	T42006	Evol.
Abonnements à la TV par ADSL	1,318	1,489	1,713	2,055	2,596	97,0%

Note : Cet indicateur couvre les abonnements incluant le service de télévision sur DSL et que les clients ont la possibilité de technique d'activer (abonnements « éligibles »). Les abonnements sont pris en compte :

- *quel que soit le nombre de chaînes accessibles et quelle que soit la formule tarifaire ;*
- *qu'ils soient souscrits isolément ou dans le cadre d'un abonnement de type multi-services qui intègre l'accès à un ou plusieurs services en plus de la télévision (Internet, service de téléphonie) ;*
- *que le client ait ou non effectivement activé le service de télévision.*

3.4 Le mobile

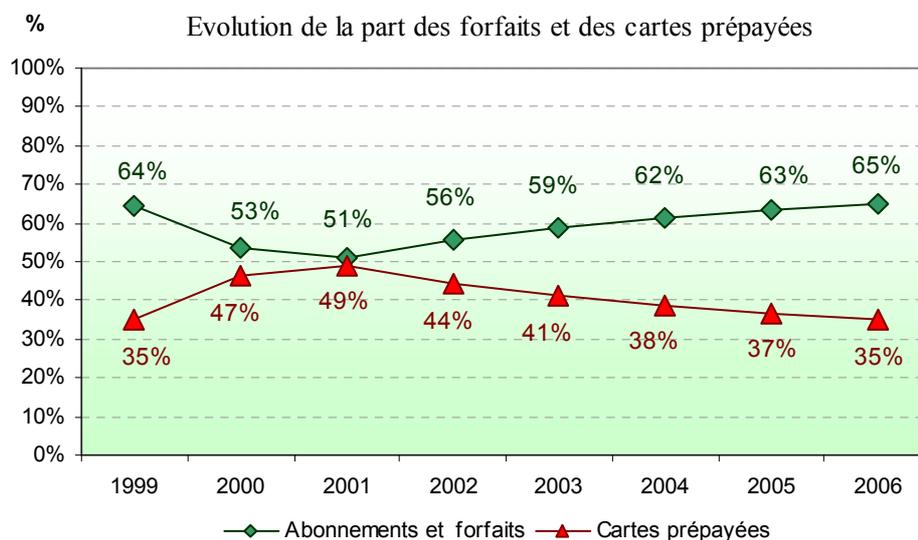
3.4.1 Abonnements

Le rythme de croissance du nombre de clients à la téléphonie mobile est fort depuis 2003, il oscille entre 7% et 8%. En 2006, ce rythme de progression ne s'infléchit pas : il atteint à nouveau 7,4%.

Nombre de clients à un service mobile au 31/12						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements et forfaits	21,485	24,553	27,420	30,528	33,572	10,0%
Cartes prépayées	17,108	17,149	17,124	17,561	18,090	3,0%
<i>dont cartes prépayées actives</i>	16,416	16,462	16,409	16,698	17,185	2,9%
Nombre de clients à un service mobile	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662	7,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le nombre d'abonnements aux forfaits continue de croître plus fortement (+10,0%) que le nombre de cartes prépayées (+3,0%). Part conséquent, la part des abonnements progresse et s'établit à 65 % du parc total. La part des cartes inactives au cours des trois derniers mois demeure très faible, soit 1,8% du parc total.



Nombre de clients des services mobiles par type de clientèle						
Millions d'unités	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre de clients	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662	7,4%
Grand public	34,133	36,522	38,720	41,680	44,627	7,1%
Entreprises	4,459	5,179	5,824	6,408	7,035	9,8%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

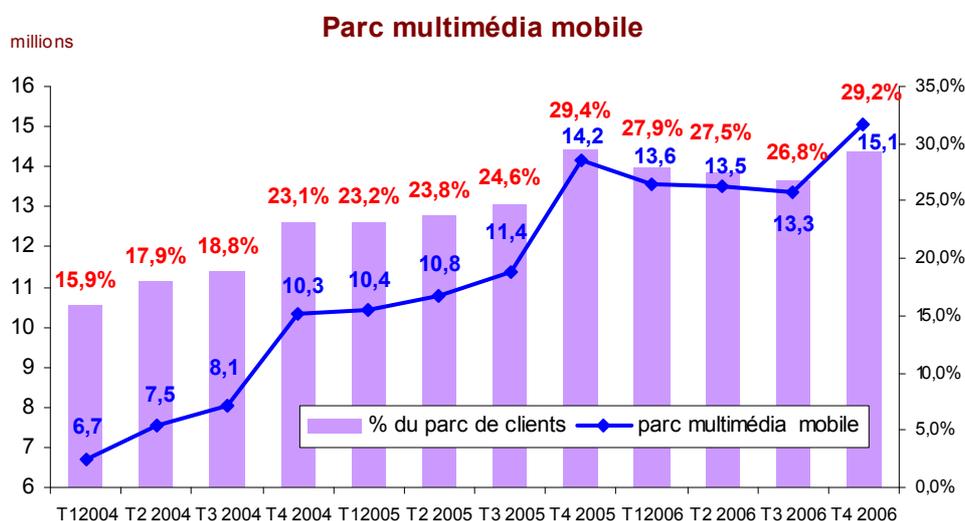
Parc multimédia et conservation du numéro mobile						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Parc multimédia mobile			10,324	14,154	15,079	6,5%
Nombre de numéros portés au cours de l'année			0,205	0,323	0,430	33,1%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

- Le parc actif multimédia est défini par l'ensemble des clients (abonnés ou prépayés) qui ont utilisé au moins une fois sur le dernier mois un service multimédia de type Wap ; i-Mode ; MMS ; e-mail (l'envoi d'un SMS ne rentre pas dans le périmètre de cette définition), et ce, quelle que soit la technologie support (CSD, GPRS, UMTS...). Champ : Métropole et DOM.

- Le nombre de numéros portés est défini comme le nombre de portages effectifs (numéros activés chez l'opérateur receveur) réalisés au cours du trimestre correspondant. Champ : Métropole et DOM.

La croissance du nombre des utilisateurs de services multimédias a été moins forte en 2006 (moins de un million) qu'en 2005 (3,8 millions). En décembre 2006, 15 millions de clients ont utilisé un service multimédia. La part des clients qui utilisent un service multimédia n'a pas augmenté : elle est de 29% à la fin de 2006, comme à la fin de 2005.



Au quatrième trimestre 2006, le nombre de numéros portés d'un opérateur mobile à un autre a progressé de plus de 40 000 par rapport au même trimestre de 2005, soit une croissance de 50%. Sur l'ensemble de l'année 2006, le nombre total de changements d'opérateur avec conservation du numéro atteint 430 000, alors qu'il n'était que de 320 000 en 2005.

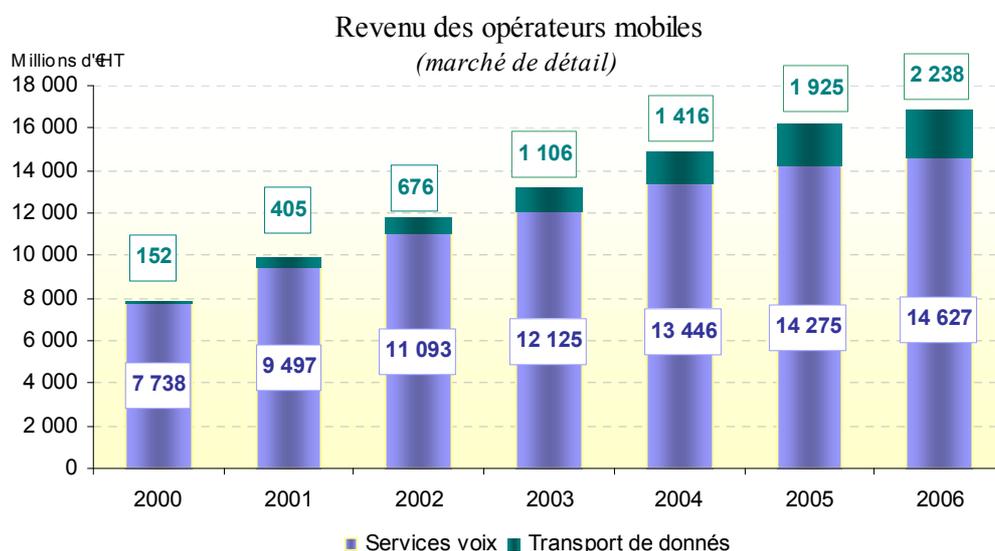
3.4.2 Revenus et indicateurs de volume

Décomposition des revenus des services mobiles						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services voix	11 093	12 125	13 446	14 275	14 627	2,5%
Transport de données	676	1 106	1 416	1 925	2 238	16,3%
Revenus des services mobiles	11 769	13 231	14 862	16 199	16 865	4,1%

Part du transport de données dans le revenu en %	6%	8%	10%	12%	13%	11,7%
--	----	----	-----	-----	-----	-------

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

La croissance du revenu est passée de plus de 12% en 2003 et 2004 à 9,1% en 2005 pour s'établir à 4,1% en 2006. Le ralentissement provient surtout des services de téléphonie qui ne progressent que de 2,5% en 2006, tandis que les services de transport de données (SMS, MMS, et autres) augmentent de 16,3%. Ces derniers représentent 13% du revenu des services mobiles (hors services à valeur ajouté), mais contribuent à près de la moitié de la croissance (47%).



Revenus et volumes de la voix par destination d'appel

Revenus des minutes de téléphonie mobile par destination d'appel						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Communications nationales	10 219	10 942	12 029	12 653	12 956	2,4%
Communications vers l'international	424	437	535	608	589	-3,2%
Roaming out	450	745	881	1 013	1 082	6,8%
Revenus des communications au départ des mobiles	11 093	12 125	13 446	14 275	14 627	2,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : Les communications nationales couvrent l'ensemble des communications à destination des mobiles, vers un poste fixe national ainsi que les communications vers la messagerie vocale lorsque celle-ci est payante. En 2006, elles sont à l'origine de près de 90% des revenus de la voix pour 97% du trafic.

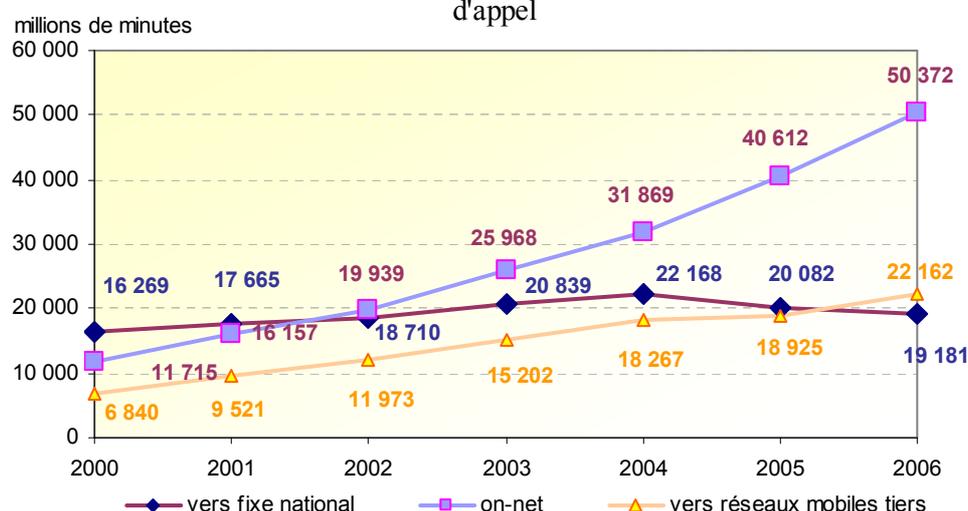
Volumen de téléphonie mobile par destination						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Communications mobiles vers fixe national	18 710	20 839	22 168	20 082	19 181	-4,5%
Communications on-net	19 939	25 968	31 869	40 612	50 372	24,0%
Communications vers réseaux mobiles tiers	11 973	15 202	18 267	18 925	22 162	17,1%
Communications vers l'international	713	805	959	999	1 160	16,1%
Roaming out	509	655	985	1 093	1 217	11,4%
Volumen de communications au départ des mobiles	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092	15,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Depuis 2005, les opérateurs ont multiplié les offres « d'abondance » privilégiant les communications à destination des clients du même opérateur. Au début de l'année 2006 sont apparues de nouvelles offres illimitées vers tous opérateurs et vers tous les réseaux, aussi bien fixes que mobiles. Ces pratiques commerciales se sont traduites par une relance la consommation des clients. Le volume total de minutes au départ des réseaux mobiles atteint ainsi 94 milliards de minutes en 2006, c'est à dire une croissance de 15,2% par rapport à 2005.

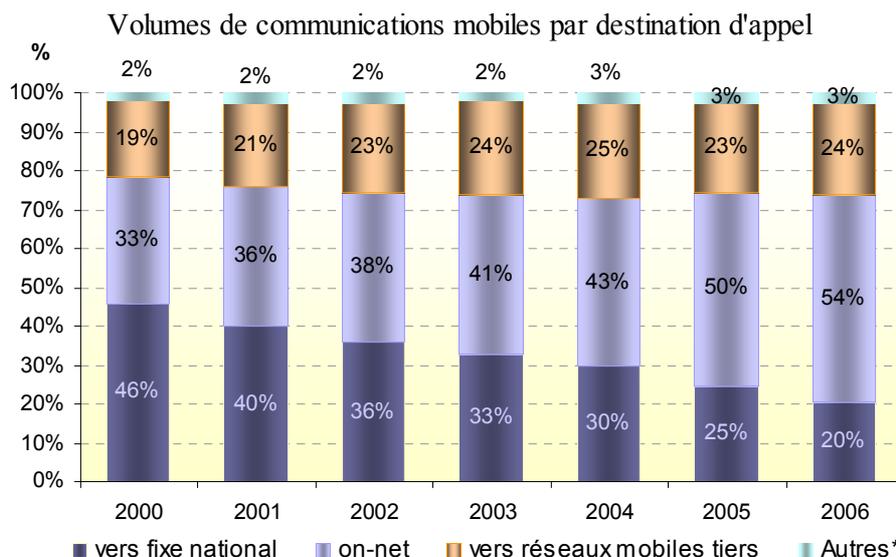
Le trafic à destination d'un poste fixe national baisse pour la deuxième année consécutive, mais moins fortement (-4,5% en 2006 contre -9,3% en 2005). Le volume de communications on-net (communications émises et reçues sur le même réseau mobile)¹ progressent à nouveau très fortement (+24,0%) : depuis 1998 leur taux de croissance est supérieur à 20%. En 2006, le volume supplémentaire représente 10 milliards de minutes. Les communications vers les réseaux mobiles tiers progressent de 17,1% en 2006, après une courte pause en 2005, année durant laquelle la croissance avait été modérée (+3,5%) par rapport aux années précédentes (+20% à +30%).

Volumen de communications mobiles nationales par destination d'appel



Le trafic vers les réseaux mobiles tiers devient, en 2006, le 2^{ème} poste de communications depuis les mobiles avec 24% du trafic contre 20% pour les communications vers les fixes, désormais en 3^{ème} position. La part du trafic on-net progresse de 4 points et représente 54% des départs d'appels mobiles. Le trafic vers l'international et le roaming out affichent également un fort dynamisme avec +16,1% et +11,4%.

¹ y compris à destination des MVNO de l'opérateur hôte et y compris vers la messagerie vocale.



*Autres : communications vers l'international et roaming out.

Le roaming out correspond aux appels passés à l'étranger par les clients des opérateurs mobiles français.

Revenus et volume des services de données

Moteur important de la croissance actuelle des revenus mobiles, le transport de données génère 300 millions d'€ supplémentaires de revenus en 2006, soit +16,3%. La croissance est cependant moindre qu'en 2005 (+500 millions d'€ supplémentaires, soit +36,1% de croissance), année durant laquelle l'évolution était soutenue à la fois par la progression de l'usage des SMS et MMS (+ 23% en volume et valeur), et par le fort développement des services d'accès à Internet mobile et aux services multimédias (rubrique « autre transport de données »).

Revenus du transport de données sur réseaux mobiles						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Transports de données	676	1 106	1 416	1 925	2 238	16,3%
dont messagerie interpersonnelle (SMS, MMS)	639	915	1 102	1 358	1 490	9,8%
dont autre transport de données	37	191	314	567	748	31,8%

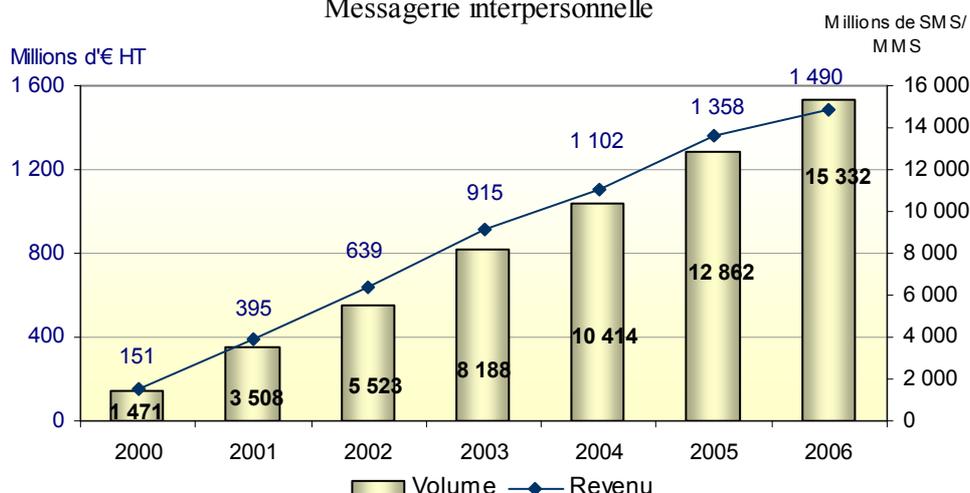
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le revenu des SMS et MMS augmente de « seulement » 9,8% alors que le trafic progresse de 19,2%. Le différentiel peut s'expliquer par les baisses de tarifs de la terminaison d'appel (de 19% début 2006 puis de 30% en septembre 2006) qui se sont répercutées sur le marché de détail.

Nombre de messages interpersonnels émis						
Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre de SMS interpersonnels	5 523	8 188	10 335	12 597	15 023	19,3%
Nombre de MMS interpersonnels			79	265	310	16,8%
Nombre de SMS et MMS interpersonnels	5 523	8 188	10 414	12 862	15 332	19,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Messagerie interpersonnelle



Segmentation par type d'abonnements : forfaits / prépayés

Revenu des services mobiles par type d'abonnement						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements et forfaits	9 636	10 963	12 512	13 821	14 454	4,6%
Cartes prépayées	2 132	2 268	2 350	2 379	2 412	1,4%
Revenus des services mobiles	11 768	13 231	14 862	16 199	16 865	4,1%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

La progression du trafic et du revenu est plus marquée pour les clients sous contrat que pour les détenteurs de cartes. Ainsi, le volume de trafic des clients ayant souscrit un abonnement forfaitaire croît de 15,8%, tandis que la croissance atteint 8,0% pour les cartes.

Structurellement, les clients souscrivant à un forfait mensuel consomment davantage que les clients ayant choisi une formule prépayée : alors qu'ils ne représentent que les deux tiers des clients, ils consomment 92% du trafic de minutes et génèrent près de 86% du revenu des services mobiles.

La consommation de SMS se rapproche davantage de la structure du parc de clients : le nombre de SMS émis par des clients en abonnements ou en forfait atteint 11,1 milliards, soit 74% des SMS émis en 2006 pour 65% du parc de clients.

Volume de minutes au départ des mobiles par type d'abonnement						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Abonnements et forfaits	46 646	57 378	68 066	74 576	86 387	15,8%
Cartes prépayées	5 197	6 091	6 182	7 134	7 705	8,0%
Volume total de minutes	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092	15,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

3.5 Les autres composantes du marché

3.5.1 Les services à valeur ajoutée (hors services de renseignements)

Revenus des services avancés						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services avancés "voix et télématique"	1 856	1 815	1 972	2 213	2 174	-1,7%
Services avancés "données"	-	84	194	288	315	9,2%
Ensemble des revenus de services avancés	1 856	1 900	2 166	2 501	2 489	-0,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

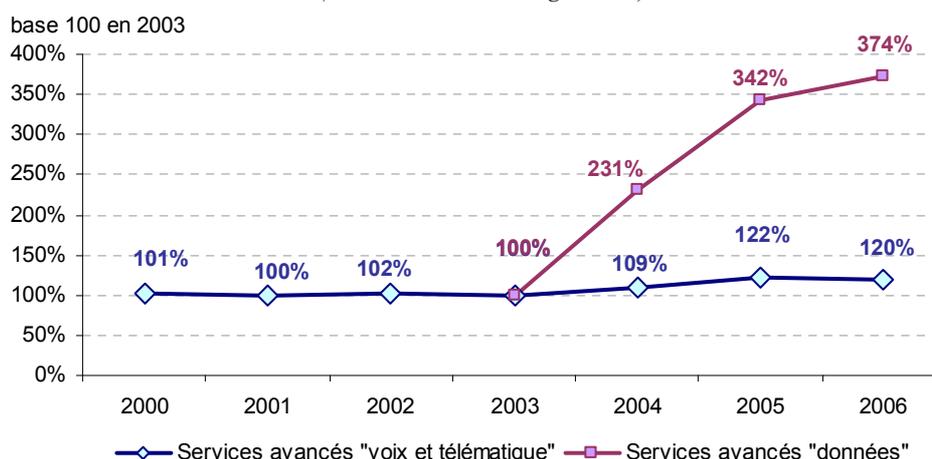
Note : les revenus des services avancés correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services.

Les services avancés « voix » concernent à la fois les réseaux fixes et les réseaux mobiles.

Les services télématiques sont les services offerts par le minitel, en forte régression.

Les services à valeur ajoutée de type « donnée » ne concernent que les réseaux mobiles et incluent par exemple : services kiosque « Gallery », services d'alerte, de « chat », services de type météo, jeux télévisés, astrologie, téléchargement de sonneries, etc...

Evolution des revenus des services à valeur ajoutée
(hors services de renseignements)



Le revenu des services à valeur ajoutée a légèrement baissé en 2006 (-0,5%) après deux années durant lesquelles la croissance atteignait 15%.

Les services de données accessibles via un téléphone mobile se sont particulièrement développés. Entre 2003 et 2005, le revenu de ces services a triplé. En 2006, la progression est de 9,2%. Le revenu des SVA données atteint 315 millions d'€ et représente 13% des revenus des services à valeur ajoutée facturés par les opérateurs.

Le revenu des services voix et télématiques recule de 1,7% en valeur et de 2,2% en volume. La composante télématique (service minitel) en particulier baisse de 500 millions de minutes par an de 2002 à 2005. En 2005, ce service représentait encore 11% du volume de minutes des SVA.

Volumen des services avancés "voix et télématique"						
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Au départ des clients des opérateurs fixes	9 476	9 929	10 196	11 738	11 354	-3,3%
Au départ des clients des opérateurs mobiles	1 163	1 051	1 224	1 446	1 543	6,7%
Volumes de communications	10 639	10 980	11 420	13 184	12 897	-2,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le trafic de minutes des services voix émane majoritairement des boucles locales fixes (88%) et la proportion semble s'être stabilisée depuis 2001.

Volumen des services avancés "données"						
Millions de messages	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Nombre de messages (SMS+, MMS+)			450	631	638	1,2%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

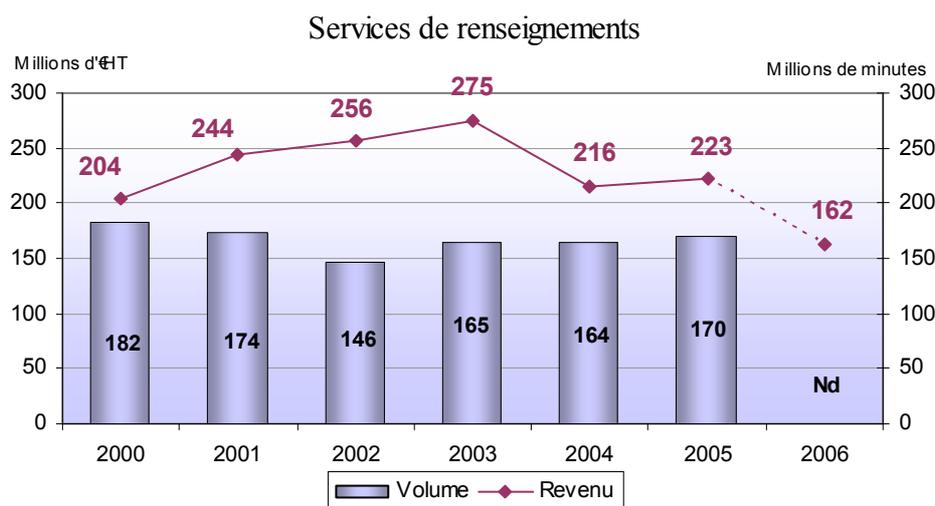
Le volume de messages surtaxés émis par les clients des opérateurs mobiles est stable en 2006, après une croissance de 40% en 2005.

3.5.2 Les services de renseignements

Services de renseignements téléphoniques						
	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenu des opérateurs de boucle locale (millions d'€)	256	275	216	223		
Revenu des opérateurs attributaires (millions d'€)					162	
Nombre d'appels aboutis (millions)				214	173	-19,0%

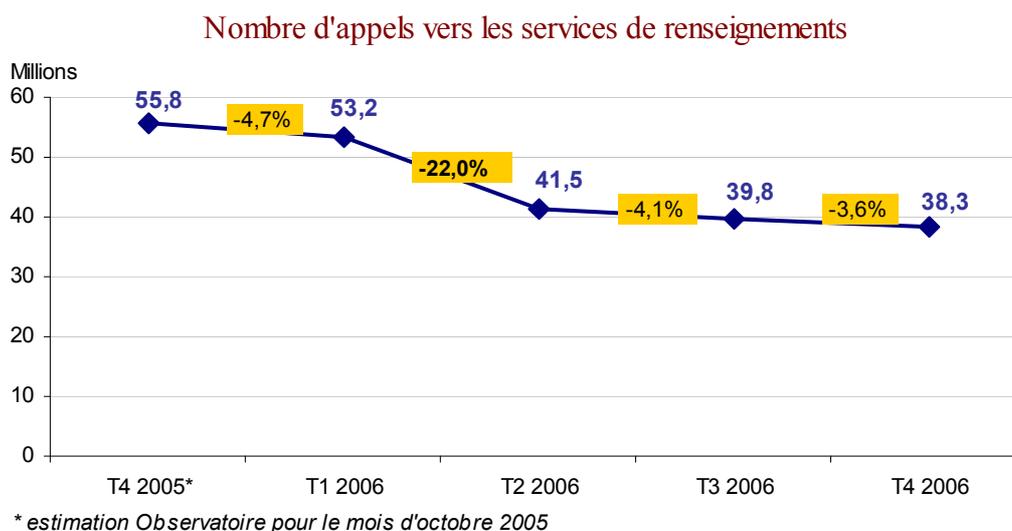
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Note : Jusqu'en 2005, les opérateurs interrogés pour ce service étaient à la fois opérateurs attributaires de numéros et opérateurs de boucle locale. En 2006, le revenu correspond au revenu des opérateurs attributaires.



Les numéros de type 118xyz, mis en place depuis le 2 novembre 2005, permettent l'accès aux services de renseignements téléphoniques. Les anciens numéros sont restés en service jusqu'au 3 avril 2006.

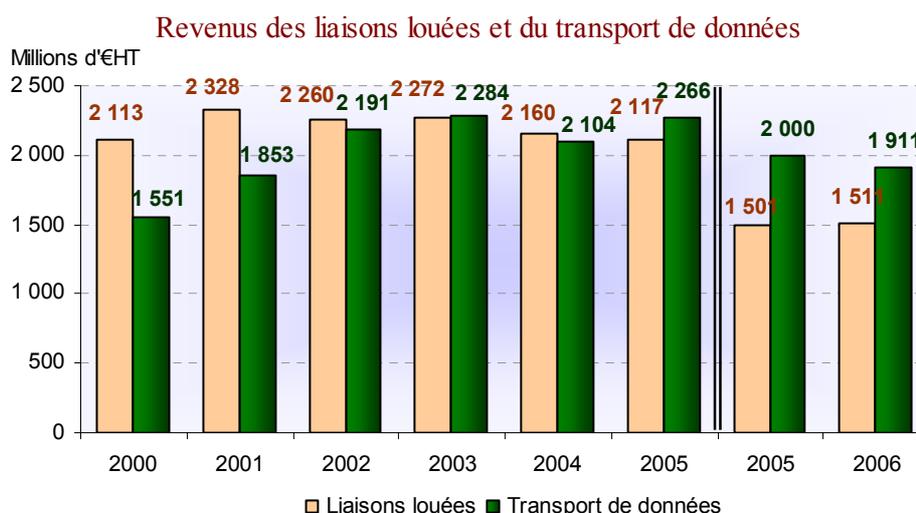
Pendant la période transitoire, durant laquelle coexistaient les deux types de numéros pour l'accès aux services de renseignements, le volume d'appels s'est maintenu. La disparition définitive le 3 avril 2006 des anciens numéros de services de renseignements s'était traduite par une forte baisse du nombre des appels émis vers les nouveaux numéros de type 118 et, par conséquent, une baisse des revenus des opérateurs de ces numéros. De 53 millions d'appels au premier trimestre 2006, le volume d'appel s'est stabilisé à 40 millions d'appels par trimestre vers les services de renseignements après la fermeture du 12 (soit une baisse de 22% entre le premier et le deuxième trimestre 2006).



Note : Sont considérés comme services de renseignements : les anciens numéros de renseignements fixe (12, 3200, 3211, 3212) et mobiles (612, 712, 222) en service jusqu'au 3 avril 2006, les nouveaux numéros de type 118xyz en service depuis novembre 2005 et les numéros court donnant accès à des services de renseignement de type annuaire inversé (3288, 3217, 3200) ou annuaire international (3212).

3.5.3 Les liaisons louées et le transport de données

L'intégration de Transpac dans FTSA au 1^{er} janvier 2006 modifie le montant des revenus des services de capacité vendus sur le marché final, en supprimant les flux financiers entre ces deux sociétés. Afin de restituer l'évolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006 sur des données comparables, l'observatoire publie également les données de 2005 correspondant au champ 2006, c'est à dire hors ventes entre France Télécom et Transpac. L'impact sur le revenu des services de capacités (c'est à dire le total des liaisons louées et du transport de données) est de 900 millions d'€ en 2005, passant de 4,4 milliards d'€ à 3,5 milliards d'€.



Parc de liaisons louées						
Unités	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Parc de liaisons analogiques et numériques	359 003	317 548	292 027	247 853	241 572	-2,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Revenus des liaisons louées et du transports de données						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Liaisons louées -série historique	2 260	2 272	2 160	2 117		
Liaisons louées données- 2005 à base comparable à 2006				1 501	1 511	0,7%
Transport de données* - série historique	2 191	2 284	2 104	2 266		
Transport de données* 2005 à base comparable à 2006				2 000	1 911	-4,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

*Source enquête de branche ARCEP/INSEE sur les communications électroniques pour les données 2000 à 2003; ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Le transport de données correspond aux services sur réseaux X25, Frame Relay, MAN, IP... Ces services de capacité de transport facturés au volume se distinguent des offres de liaisons louées plus généralement choisies pour relier deux établissements d'une entreprise avec des volumes de trafic qui peuvent être importants.

Le nombre d'accès à des services de transport de données est passé de 300 000 en 2005 à 380 000 en 2006, soit une croissance de 26%. La majorité des accès sont des RPV-IP qui représentent 91% des accès contre 82% un an plus tôt.

3.5.4 Les services d'hébergement et de gestion des centres d'appels

Revenus de l'hébergement et de la gestion des centres d'appel						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Revenus d'hébergement et de gestion de centres d'appels	34	40	25	22	36	66,5%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

3.5.5 Les terminaux et équipements

Revenus des ventes et locations d'équipement et de terminaux						
Millions d'euros	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Opérateurs fixes et Internet	633	624	813	802	732	-8,8%
Opérateurs mobiles	1 120	1 389	1 567	1 680	1 511	-10,1%
Revenus des équipements et des terminaux	1 753	2 014	2 380	2 482	2 243	-9,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Il ne s'agit ici que d'une faible partie du marché des équipements et terminaux. Les revenus sont uniquement ceux des opérateurs déclarés auprès de l'ARCEP. Les achats de terminaux fixes ou mobiles auprès d'autres distributeurs ou commerçants ne sont pas compris dans cette rubrique.

A partir de 2004, l'indicateur prend en compte les revenus des fournisseurs d'accès à internet qui n'étaient pas déclarés dans le précédent cadre réglementaire. L'impact est de 110 millions d'euros supplémentaires pour l'année 2004. Cette rubrique couvre notamment le revenu lié à la location des box.

3.6 Les indicateurs par clients

Consommations moyennes mensuelles par abonnement fixe						
Euros HT ou minutes par mois	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	32,7	31,7	29,5	27,2	24,6	-9,6%
Volume mensuel moyen par client	267,4	259,2	248,5	242,1	229,1	-5,4%

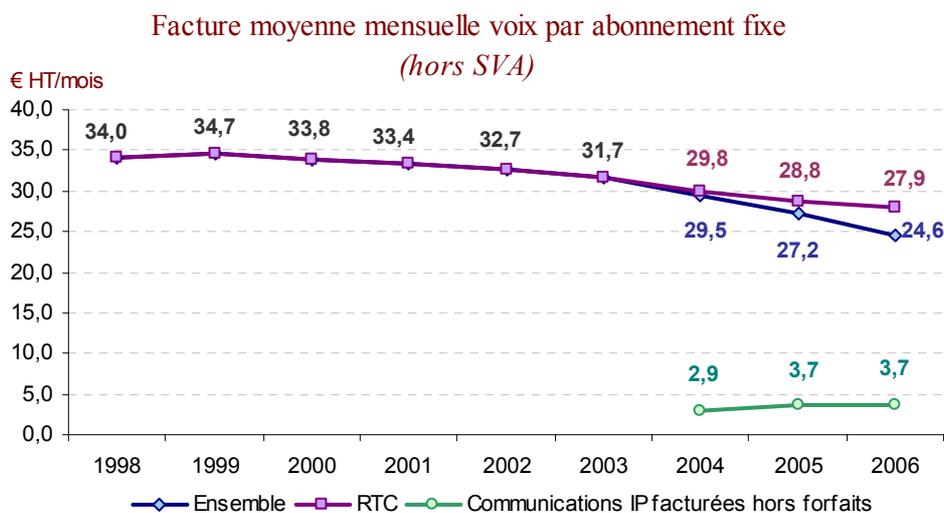
Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Consommations moyennes mensuelles par client en téléphonie fixe						
Abonnements RTC	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	32,7	31,7	29,8	28,8	27,9	-3,2%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	267,4	259,2	248,3	236,7	216,6	-8,5%
Abonnements à un service de VoIP						
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)			2,9	3,7	3,7	1,2%
Volume mensuel moyen par client (minutes)			260,1	325,4	310,3	-4,6%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

La voix sur IP soutient le trafic au départ des postes fixes, mais fait baisser les revenus.

La très forte croissance du nombre de clients au service téléphonique en voix sur IP fait mécaniquement baisser la facture moyenne au départ des postes fixes (-9,6%) en augmentant le dénominateur : sur la même ligne, le client peut avoir deux abonnements, un abonnement en voix sur IP et un abonnement « classique » sur RTC. Ceci, bien sûr, ne multiplie pas par deux sa facture. A la fin de 2006, 13% des lignes fixes supportent de deux abonnements.

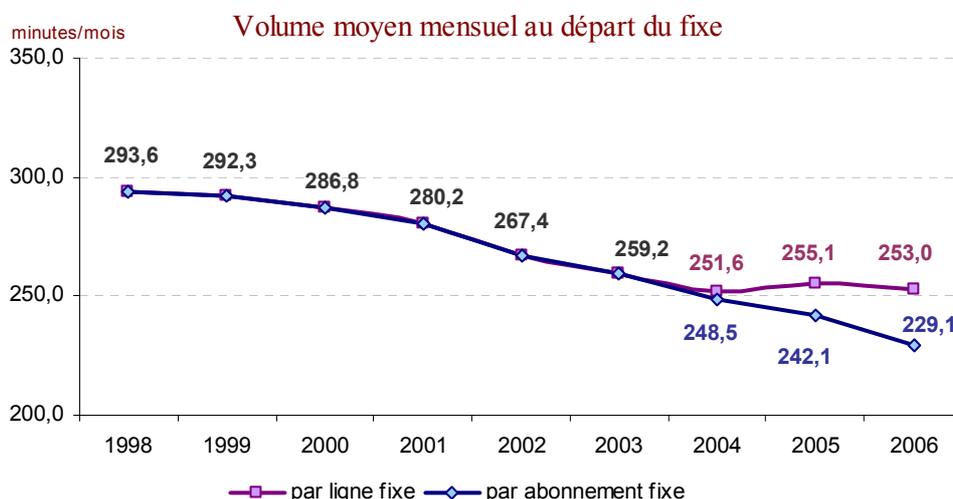


La voix sur IP a également contribué à la baisse de la facture moyenne en diminuant le numérateur : la facture mensuelle moyenne d'un client ayant un accès en voix sur large bande est nettement plus faible que celle d'un client sur ligne RTC car la plupart des communications nationales vers un numéro fixe ne sont pas facturées. Cette dépense moyenne est de l'ordre de 3,7€ HT par mois pour 27,9€ HT (y compris l'abonnement téléphonique) par mois pour un client d'une ligne RTC. Ces montants s'entendent hors accès à internet dont le revenu est entièrement attribué au marché « internet ».

Autre facteur important : la croissance du dégroupage total. Ce dernier a permis aux clients de ne plus payer l'abonnement téléphonique, contribuant ainsi fortement à faire baisser le montant de la dépense.

Enfin, la baisse du prix des communications RTC a également contribué à faire diminuer la facture de téléphonie fixe.

La hausse de l'abonnement téléphonique de France Télécom vient contrebalancer ces importantes baisses de prix, en particulier pour les clients qui ne peuvent pas accéder au dégroupage total.



En ce qui concerne le volume de trafic par abonnement à la téléphonie fixe, les raisons de la baisse sont identiques : si les clients disposant d'un accès en voix sur large bande sont enclins à téléphoner plus longtemps, ceux d'entre eux qui disposent de deux abonnements (un sur RTC et un en VLB, en dégroupage partiel par exemple) ne téléphonent pas pour autant deux fois plus longtemps. C'est pourquoi le ratio « trafic par abonnement fixe » poursuit sa baisse.

Afin de neutraliser l'effet lié aux doubles abonnements sur une même ligne, il faut considérer le volume de trafic par accès fixe. Ce dernier indique que la consommation en téléphonie fixe (RTC ou VoIP) par ligne est restée relativement stable depuis 2004 : elle s'établit à 4h14 par mois (soit 253 minutes) en 2006.

Recul de la facture moyenne mensuelle des clients des opérateurs mobiles mais progression de la consommation moyenne

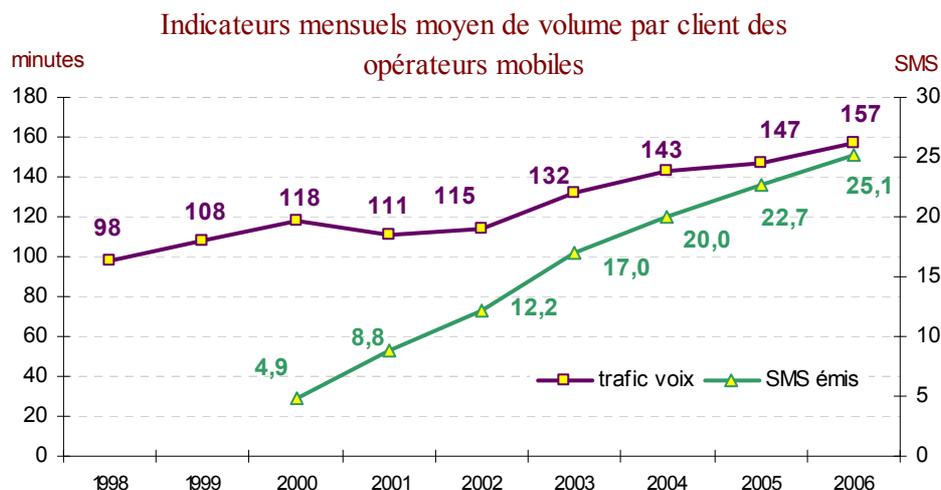
Consommations moyennes mensuelles par client des opérateurs mobiles						
<i>Euros HT, minutes, ou unités par mois</i>	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	26,0	27,5	28,7	29,1	28,2	-3,3%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	114,5	131,7	143,4	147,0	157,2	6,9%
Nombre mensuel moyen de SMS émis par client	12,2	17,0	20,0	22,7	25,1	10,7%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

En 2006, la facture moyenne mensuelle perd près d'un euro par rapport à 2005, soit 3,3% de baisse. Elle s'établit à 28,2 €HT par mois et par client pour les services de téléphonie et de données, hors services spéciaux. Cette baisse met un terme à l'augmentation entre 2002 et 2005 de la facture moyenne mensuelle : +1,5€ en 2003, puis +1,2€ en 2004 et +0,4€ en 2005.

Le volume de communications par client repart nettement à la hausse en 2006 après le ralentissement de la croissance constaté en 2005 : Les clients des opérateurs mobiles communiquent 10 minutes de plus qu'en 2005 (+6,9% contre +2,6% en 2005), soit un total de

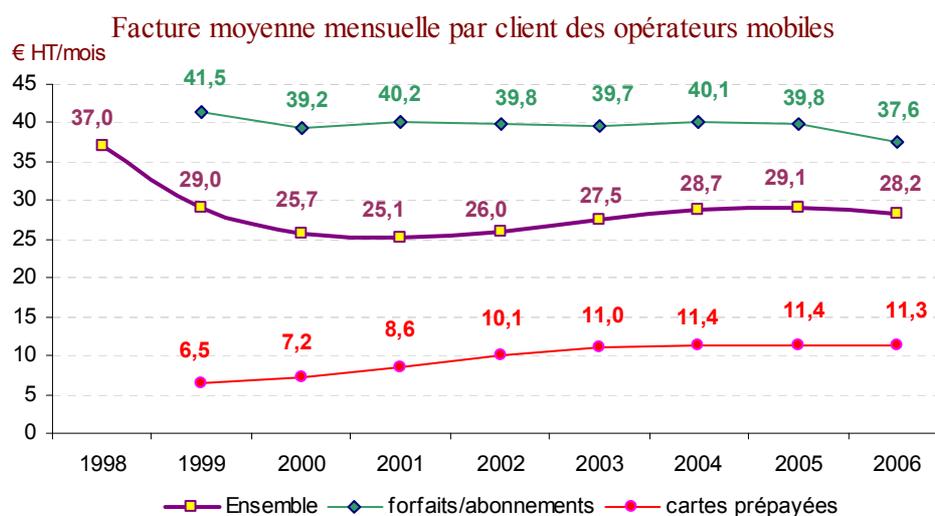
2h37 par mois. Le volume moyen de SMS émis par client poursuit sa croissance sur un rythme élevé (+ 10,7% sur un an) et atteint 25,1 messages par mois.



Consommations moyennes mensuelles par client selon le type d'abonnement						
Forfaits						
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	39,8	39,7	40,1	39,8	37,6	-5,5%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	192,8	207,7	218,3	214,5	224,6	4,7%
Cartes						
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	10,1	11,0	11,4	11,4	11,3	-1,4%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	24,7	29,6	30,1	34,3	36,0	5,1%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

La multiplication des offres de téléphonie illimitée a pesé sur les revenus du marché de détail en faisant migrer une partie des gros consommateurs vers ce type de forfaits. La facture moyenne mensuelle a ainsi reculé de 5,5% en un an pour les abonnés à des forfaits (soit une baisse de 2,2 € HT) contre 1,4% pour les clients de cartes prépayées. Ces derniers téléphonent en moyenne 36 minutes par mois pour 11,3 €HT tandis que les possesseurs de forfaits appellent un peu plus de 3h44 par mois et dépensent en moyenne 37,6 €HT.



Internet : la baisse de la facture moyenne pour le haut débit est moins forte que les années précédentes.

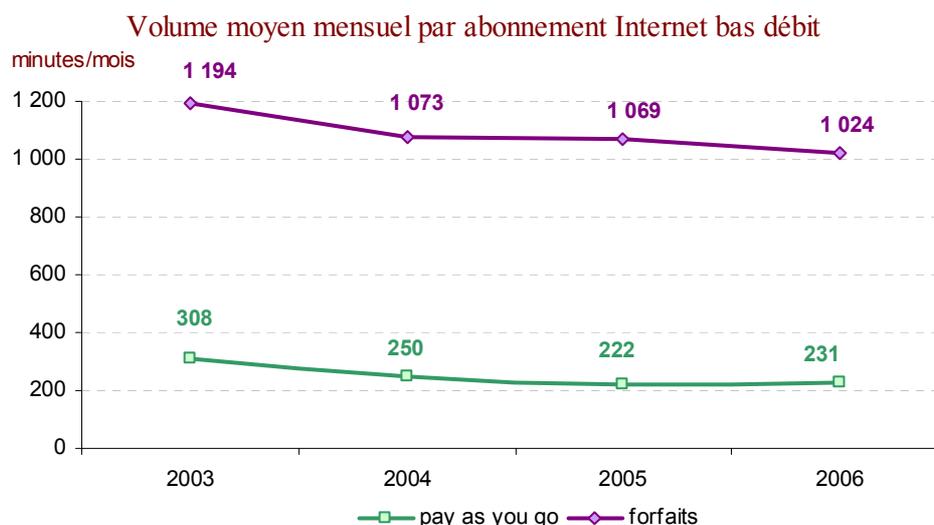
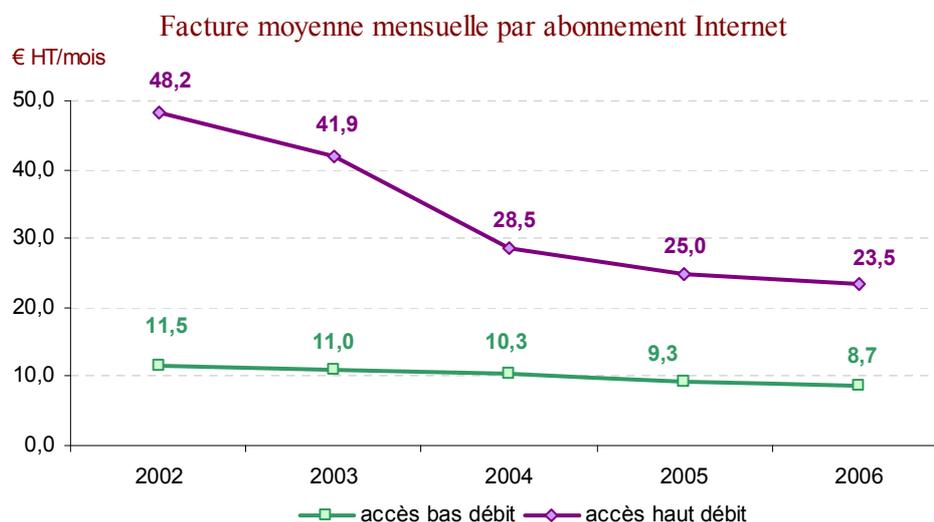
Factures moyennes mensuelles en internet						
Euros hors taxe	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Facture mensuelle moyenne par client en accès bas débit	11,5	11,0	10,3	9,3	8,7	-5,6%
Facture mensuelle moyenne par client en accès haut débit	48,2	41,9	28,5	25,0	23,5	-6,0%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Consommations moyennes mensuelles des clients en accès bas débit à internet						
en heures par mois	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Volume mensuel moyen par client "forfait"		19h54	17h53	17h48	17h05	-4,0%
Volume mensuel moyen par client "pay as you go"		5h08	4h10	3h42	3h43	0,4%

Source ARCEP, Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire

Les abonnés disposant d'un accès haut débit à Internet ont vu leur facture moyenne mensuelle diminuer de 1,5 euros, passant de 25€ HT en 2005 à 23,5€ HT en 2006. La facture des clients disposant d'un accès à Internet en bas débit a baissé de 5,6% en un an et s'est établie à 8,7 €HT en 2006.



Précisions relatives aux indicateurs de factures et volumes mensuels moyen par client

L'Observatoire publie des **indicateurs de facture moyenne mensuelle par abonnement pour la téléphonie fixe, la téléphonie mobile et internet**. Ils correspondent aux sommes facturées, en moyenne, par l'opérateur au client pour l'abonnement et les communications (voix et données). Ces indicateurs sont différents des **ARPU** (Average Revenue Per User) qui correspondent généralement aux revenus des opérateurs pour l'ensemble des recettes liées à l'utilisation des réseaux (appels entrants et sortants).

Les revenus pris en compte pour le calcul de la facture moyenne mensuelle au départ des réseaux mobiles incluent plus précisément : les revenus des appels sortants, des services de données (messagerie interpersonnelle et services d'accès à Internet), le roaming out. Les revenus correspondant à l'interconnexion (appels entrants) ne sont pas pris en compte.

Les analystes financiers et les opérateurs publient de leur côté un indicateur de revenu moyen par client (revenu moyen récurrent ou **ARPU**). Il comprend : les revenus des appels sortants, des services de données, des services à valeur ajoutée ET les revenus des appels entrants (interconnexion). Selon les opérateurs, il comprend ou pas les revenus du roaming.

De même, l'Observatoire publie des indicateurs de **trafic mensuel moyen sortant par client représentatifs de l'usage par les consommateurs de leur téléphone**.

Par analogie avec l'ARPU, un indicateur de trafic moyen par client ou **AUPU** (Average Usage Per User) est employé par certains cabinets financiers et par les opérateurs ; il incorpore tout ou partie des appels entrants pour disposer d'une assiette de volume qui soit comparable à celle utilisée pour l'ARPU. Il ne représente pas la consommation moyenne par client et constitue plutôt un indicateur de volume d'activité de l'opérateur ramené au client.

En ce qui concerne la téléphonie fixe, les revenus pris en compte sont les seuls revenus correspondant aux abonnements et aux communications téléphoniques (y compris les revenus des communications téléphoniques en accès IP) à l'exclusion de tout autre revenu, notamment ceux des services avancés et de l'Internet. Il s'agit d'une vision partielle de la facture fixe puisqu'elle ne prend en compte que les valeurs relatives à la téléphonie.

En ce qui concerne Internet, les revenus pris en compte sont les revenus des abonnements forfaitaires donnant accès à Internet et les revenus des connexions Internet facturées à la minute. Sont exclus les revenus de la vente et de la location des boîtiers, de la facturation en suppléments des forfaits de l'accès à la télévision payante.

Pour ce qui est de la clientèle « grand public », la notion de facture moyenne n'est pas équivalente entre d'une part le fixe ou l'internet et d'autre part le mobile. L'usage d'un abonnement à un accès au réseau fixe ou à internet est partagé entre les personnes composant le foyer. Pour le mobile, un abonnement fait référence dans la très grande majorité des cas à un seul individu. La facture moyenne mensuelle reflète donc la consommation du détenteur du mobile et non celle du foyer

Méthode de calcul des indicateurs de consommations moyennes par abonnements

Parc moyen de clients de l'année N : $[(\text{parc total de clients à la fin de l'année N} + \text{parc total de clients à la fin de l'année N-1}) / 2]$

Factures moyennes mensuelles :

Des clients des opérateurs mobiles : Cet indicateur est calculé en divisant le revenu des services mobile (voix et données) de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois. Cet indicateur, qui n'intègre pas les revenus de l'interconnexion, ni ceux des services avancés, est distinct de l'indicateur traditionnel de revenu moyen par client (ARPU).

Des clients des opérateurs fixes : La facture est calculée en divisant le revenu des communications depuis les lignes fixes et celui de l'abonnement pour l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

La facture mensuelle moyenne par abonnement RTC est calculée en divisant le revenu des abonnements et des communications depuis les lignes fixes sur le RTC (c'est à dire hors revenus VoIP), pour le trimestre N par une estimation du parc moyen d'abonnements sur des accès bas débit du trimestre N.

La facture mensuelle moyenne par abonnement à un service de téléphonie sur accès IP est calculée en divisant le seul revenu des communications IP facturées (c'est à dire hors forfaits de type multiplay) sur le trimestre N par une estimation du parc moyen d'abonnements sur des accès IP du trimestre N.

La facture mensuelle moyenne par abonnement à Internet bas débit (respectivement haut débit) est calculée en divisant le revenu des accès bas débit (respectivement haut débit) à Internet du trimestre N par une estimation du parc moyen de clients du trimestre N rapporté au mois.

Volumes moyens mensuels :

Minutes consommées par les clients des opérateurs mobiles : Cet indicateur est calculé en divisant le volume de trafic de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

SMS émis par les clients des opérateurs mobiles : Cet indicateur est calculé en divisant le nombre de SMS de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

Minutes consommées au départ des postes fixes : Le volume mensuel moyen est calculé en divisant le volume de trafic de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.